

INSTALLATION DU CONSEIL SUPÉRIEUR
DE LA COMMUNAUTÉ SCIENTIFIQUE À L'ÉTRANGER

L'Algérie mobilise sa diaspora

Avec l'installation officielle du Conseil supérieur de la communauté scientifique nationale à l'étranger, les pouvoirs publics passent d'une logique d'appel ponctuel à une démarche institutionnelle visant à faire de la diaspora scientifique un acteur permanent du développement national. À travers cette nouvelle instance, les autorités entendent établir des passerelles durables entre les chercheurs algériens établis aux quatre coins du monde, les universités, les laboratoires de recherche et les secteurs économiques du pays. P 3



INVESTISSEMENT,
INDUSTRIE, ÉNERGIE, MINES
**Alger et Pékin
renforcent leurs
synergies**

En visite à Alger pour une série d'entretiens de haut niveau, Han Wenxiu, ministre-directeur exécutif adjoint de la Commission centrale des Affaires financières et économiques de la République populaire de Chine, a examiné avec plusieurs responsables algériens les perspectives d'élargissement de la coopération entre les deux pays. Désormais, ce partenariat s'oriente vers des secteurs stratégiques tels que l'industrie, les mines, les énergies renouvelables et les investissements structurants.

P 2

INFRASTRUCTURES
FERROVIAIRES
**L'État accélère les
grands chantiers
stratégiques**

Le gouvernement poursuit l'accélération de son ambitieux programme de modernisation des infrastructures ferroviaires, considéré comme l'un des principaux leviers de diversification économique et de développement territorial.

P 3

CONTRIBUTION
EN EXCLUSIVITÉ

LE DÉVELOPPEMENTALISME
ALGÉRIEN

**«Pour une stratégie
autonome de
rattrapage économique
2025-2055 »**

Dans son essai ambitieux intitulé Le développementalisme, que nous avons découvert par hasard puis exploité par curiosité et fidélité envers les nouveautés, Khaled El Maymoun propose une feuille de route détaillée pour l'Algérie, visant à réduire la dépendance à la rente des hydrocarbures et à réaliser un saut industriel significatif sur la période 2025-2055. Ce document généreux par son volume (400 pages) et étoffé par son contenu, présente une stratégie chiffrée et opérationnelle sur 30 ans, inspirée des modèles de développement réussis en Asie de l'Est, la Corée du Sud, la Chine et le Vietnam.

P 3

Par Rachid MEKSEN

UNE RENCONTRE PROFESSIONNELLE PRÉVUE
DEMAIN, MARDI, À ALGER

**Faciliter l'accès des start-up
aux chantiers de BTP** P 2

INVESTISSEMENTS

**L'AAPI expose ses réformes
devant le FMI** P 4

LA BDL DRESSE LE BILAN
DE L'EXERCICE 2025

**Les résultats financiers en
nette progression** P 16

UNE RENCONTRE PROFESSIONNELLE PRÉVUE DEMAIN, MARDI, À ALGER

Faciliter l'accès des start-up aux chantiers de BTP

Dans le sillage des réformes engagées pour promouvoir l'économie de la connaissance et encourager l'entrepreneuriat innovant, les organisateurs de Batimatec Expo annoncent l'organisation d'une rencontre professionnelle, mardi prochain à Alger, regroupant des start-up et des acteurs du secteur de la construction.

Intitulée « Ouvrir les chantiers aux start-up : faciliter l'accès de l'innovation au marché de la construction », cette rencontre se tiendra à Dar El Djazaïr, au Palais des expositions de la SAFEX, avec l'ambition de transformer les innovations nationales en solutions industrielles et commerciales concrètes. Organisée dans le prolongement de la 28e édition du Salon international du bâtiment, des matériaux de construction et des travaux publics (Batimatec 2026), cette rencontre entend répondre à l'un des principaux défis auxquels sont confrontées les jeunes entreprises innovantes : franchir le cap entre le développement d'un prototype et son déploiement sur le marché, précisent les organisateurs dans un communiqué.

Ces derniers ont souligné que l'édition 2026 de Batimatec a mis en évidence l'émergence d'un véritable écosystème national de l'innovation dans les domaines des matériaux de construction, du recyclage, de l'efficacité énergétique, de la numérisation ou encore des services destinés au secteur du bâtiment. Toutefois, malgré cette dynamique, de nombreuses solutions innovantes peinent encore à trouver leur place sur le marché en raison d'obstacles liés à l'homologation technique, à la normalisation, à l'accès aux premiers chantiers et à l'établissement de partenariats avec les opérateurs économiques. C'est précisément pour lever ces contraintes que cette rencontre réunira les différents acteurs de la chaîne de valeur du secteur. L'objectif est de créer un pont entre les start-up, les porteurs de projets innovants, les entreprises du bâtiment et des travaux publics, les organismes techniques ainsi que les institutions d'accompagnement, afin d'identifier les mécanismes susceptibles de faciliter l'intégration des innovations algériennes sur le marché national.

Le programme prévoit une séance inaugurale suivie de trois tables rondes consacrées aux principales problématiques rencontrées par les jeunes entreprises innovantes. Les débats porteront notamment sur le passage de l'incubateur au chantier, les conditions nécessaires à l'industrialisation des prototypes ainsi que le rôle de la normalisation, de la certification et de l'innovation dans la conquête du marché.

L'événement offrira également une vitrine à dix start-up et à des porteurs de projets finalistes des concours INNOV'BAT 2026, qui présenteront leurs solutions innovantes devant un public composé d'investisseurs, d'industriels, de promoteurs immobiliers et de décideurs du secteur. Cette initiative vise à mettre en valeur des technologies développées en Algérie et présentant un fort potentiel de déploiement dans les activités de construction. La rencontre réunira des représentants du ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme, de la Ville et de l'Aménagement du territoire, des organismes techniques, des centres de recherche et de développement, des universités, des structures d'accompagnement des start-up ainsi que des entreprises de réalisation, des promoteurs immobiliers et des industriels.

Z. R.

INVESTISSEMENT, INDUSTRIE, ÉNERGIE, MINES

Alger et Pékin renforcent leurs synergies

En visite à Alger pour une série d'entretiens de haut niveau, Han Wenxiu, ministre-directeur exécutif adjoint de la Commission centrale des Affaires financières et économiques de la République populaire de Chine, a examiné avec plusieurs responsables algériens les perspectives d'élargissement de la coopération entre les deux pays. Désormais, ce partenariat s'oriente vers des secteurs stratégiques tels que l'industrie, les mines, les énergies renouvelables et les investissements structurants.

Par Selma R.

À travers ses entretiens successifs avec les ministres de l'Énergie et des Énergies renouvelables, de l'Industrie, ainsi que des Mines et de l'Industrie minière, le responsable chinois a réaffirmé l'engagement de Pékin à accompagner les nouvelles priorités économiques de l'Algérie. Ces échanges traduisent une évolution qualitative du partenariat bilatéral, qui ne se limite plus à la réalisation d'infrastructures, mais s'étend désormais au transfert de technologies, à la formation, au développement industriel et à la création de chaînes de valeur locales. Dans le secteur énergétique, le ministre Mourad Adjal a mis en avant la solidité des relations entre les deux pays, saluant les réalisations des entreprises chinoises, notamment la construction de la plus grande centrale photovoltaïque d'Algérie à El Foulia. Il a également plaidé pour un élargissement de la coopération vers des domaines d'avenir, tels que la réduction de l'empreinte carbone, le développement de la filière de l'hydrogène vert et le renforcement de la formation des compétences nationales. Le ministre a, par ailleurs, insisté sur la nécessité d'accélérer la réalisation de plusieurs

projets stratégiques confiés à des entreprises chinoises, notamment les centrales électriques de Tébessa et de Birine. De son côté, Han Wenxiu a salué les perspectives offertes par le marché algérien et exprimé l'intérêt de son pays pour le développement de projets dans les énergies solaire et éolienne, mais aussi dans la fabrication locale de composants de panneaux photovoltaïques et des équipements associés. Une orientation en parfaite adéquation avec la stratégie algérienne visant à développer une industrie nationale des énergies renouvelables. Le renforcement de la coopération industrielle a constitué un autre temps fort de cette visite. Reçu par le ministre de l'Industrie, Yahia Bachir, Han Wenxiu a examiné les moyens d'encourager les investissements productifs, de consolider les partenariats industriels et d'accélérer la concrétisation des projets conjoints. Les deux parties ont insisté sur l'importance du transfert de technologies, du partage des expertises et de la promotion d'investissements créateurs de valeur afin de renforcer la compétitivité de l'industrie nationale et de soutenir la diversification de l'économie algérienne. La présence des dirigeants de plusieurs grands groupes publics, notamment ceux de la

sidérurgie, de la chimie, des matériaux de construction, de la mécanique et de l'industrie électrique, témoigne de l'ambition commune d'élargir cette coopération à l'ensemble du tissu industriel.

Le secteur minier figure également parmi les priorités de ce rapprochement. Lors de son entretien avec le ministre Mourad Hanifi, le responsable chinois a réaffirmé la disponibilité de son pays à développer un partenariat fondé sur le co-développement et l'investissement dans des projets miniers industriels à forte valeur ajoutée. Les discussions ont porté sur le renforcement de la coopération géologique entre les organismes spécialisés des deux pays, ainsi que sur la mise en place de programmes de formation destinés aux jeunes ingénieurs algériens. Présentant les orientations de la nouvelle politique minière nationale, Mourad Hanifi a rappelé l'ambition de faire du secteur un véritable levier de l'industrialisation, de la diversification économique et du renforcement de la souveraineté économique. La remise d'une invitation officielle à participer aux prochains grands rendez-vous miniers organisés en Chine illustre, elle aussi, la volonté des deux partenaires d'inscrire cette coopération dans une dynamique durable.

COSOB-FONDATION IFRS

Examen des moyens de renforcer leur coopération

Le président de la Commission d'Organisation et de Surveillance des Opérations de Bourse (COSOB), Youcef Bouzenada s'est réuni à Alger avec une délégation de la "IFRS Foundation" avec laquelle il a abordé le renforcement de la coopération pour soutenir le développement du marché des capitaux algériens, indique dimanche un communiqué de la COSOB. La rencontre qui s'est tenue en marge de la participation de la Fondation au forum "IFAC Connect Africa", à la demande des représentants de "IFRS Foundation", a permis de présenter les principales réformes engagées par la Commission, notamment l'adoption du Règlement n 25-04 du 22 octobre 2025, imposant aux sociétés cotées en bourse la publication d'un rapport annuel comprenant des informations relatives aux aspects environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG). Les représentants de la Fondation ont salué cette initiative, soulignant que l'Al-

gérie figure parmi les premiers pays africains à avoir instauré un cadre réglementaire imposant aux sociétés cotées la publication d'informations relatives à la durabilité, traduisant ainsi son engagement à s'aligner sur les meilleures pratiques et les standards internationaux, note la même source.

Les discussions ont également porté sur la feuille de route élaborée par la COSOB pour la mise en œuvre de ce règlement, ainsi que sur les différents aspects techniques et opérationnels liés à son application pour accompagner les sociétés cotées dans l'adoption progressive et structurée des exigences de divulgation en matière de durabilité.

La rencontre a, par ailleurs, permis de faire le point sur les évolutions récentes des pratiques internationales en matière de reporting de durabilité et d'échanger sur les moyens de favoriser leur adoption, dans le but de contribuer au développement du marché financier algérien. A l'issue de la rencontre, les deux parties

ont réaffirmé leur volonté de poursuivre la coopération et les échanges d'expertise afin de soutenir les efforts de développement du marché des capitaux algérien et de renforcer l'alignement de son cadre réglementaire avec les meilleures pratiques internationales en matière de divulgation et de durabilité.

IFRS Foundation est une organisation internationale à but non lucratif dont la mission est de développer et de promouvoir les normes internationales d'information financière et de divulgation des informations relatives à la durabilité. Elle supervise le Conseil des normes comptables internationales (IASB), chargé de l'élaboration et de la publication des normes Sinsi que le Conseil des normes internationales de durabilité (ISSB), responsable de l'élaboration des normes internationales de divulgation en matière de durabilité, indique le communiqué.

R. E.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»

Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77

E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

INSTALLATION DU CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA COMMUNAUTÉ SCIENTIFIQUE À L'ÉTRANGER

L'Algérie mobilise sa diaspora

Avec l'installation officielle du Conseil supérieur de la communauté scientifique nationale à l'étranger, les pouvoirs publics passent d'une logique d'appel ponctuel à une démarche institutionnelle visant à faire de la diaspora scientifique un acteur permanent du développement national. À travers cette nouvelle instance, les autorités entendent établir des passerelles durables entre les chercheurs algériens établis aux quatre coins du monde, les universités, les laboratoires de recherche et les secteurs économiques du pays.

Par Selma R.

Présidant la réunion fondatrice au Pôle scientifique et technologique « Abdelhafid-Ihaddadène » de Sidi Abdellah, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a souligné que cette initiative concrétise les orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant à associer pleinement les compétences nationales expatriées à la dynamique de construction de l'Algérie nouvelle. Pour le ministre, les Algériens établis à l'étranger constituent « un capital stratégique comparable aux richesses naturelles du pays ». Les compétences, l'expérience et le savoir-faire acquis par les chercheurs et universitaires algériens dans les plus grands centres scientifiques internationaux représentent, selon lui, une ressource essentielle pour accélérer la modernisation de l'enseignement supérieur, renforcer la recherche scientifique et accompagner la diversification de l'économie nationale. « Cette expertise peut être transformée en une véritable valeur ajoutée au service du développement du pays », a-t-il estimé. Composé de chercheurs et d'universitaires algériens exerçant dans plusieurs pays, le Conseil supérieur de la communauté scientifique nationale à l'étranger aura pour principale mission de renforcer les passerelles entre les compétences

de la diaspora et les établissements universitaires nationaux. Il favorisera le développement de projets scientifiques communs, encouragera le transfert des technologies et des connaissances, stimulera l'innovation et contribuera à la mise en place d'un dispositif national de veille scientifique capable d'anticiper les grandes évolutions technologiques mondiales au profit de l'économie nationale. Le ministre a insisté sur le caractère opérationnel de cette nouvelle structure. Conçue avec une organisation souple, elle devra permettre une interaction permanente entre les chercheurs établis à l'étranger et les institutions nationales. Kamel Baddari a ainsi invité les membres du Conseil à enrichir ses missions, à renforcer les liens avec les universités, les centres de recherche et les différents secteurs économiques, afin de mettre leur expertise au service des priorités nationales.

Cette nouvelle instance s'inscrit dans une vision plus large visant à mobiliser les compétences nationales dans des secteurs stratégiques tels que l'industrie, l'énergie, le numérique, les technologies avancées et la recherche appliquée. Lors du Conseil des ministres ayant approuvé sa création, le président Abdelmadjid Tebboune avait d'ailleurs lancé un appel solennel aux scientifiques algériens établis à l'étranger, affirmant que « la nation algérienne est fière de ses compétences où qu'elles se trouvent à travers le monde » et réitérant sa vo-

lonté de leur ouvrir largement les portes afin qu'elles participent, aux côtés de leurs homologues établis en Algérie, à l'édification d'un pays plus performant et davantage tourné vers l'innovation. Coordinateur général de la réunion fondatrice, le professeur Elias Zerhouni a qualifié la création de ce Conseil de « moment historique charnière ». Selon lui, cette institution offre une occasion unique de fédérer les compétences scientifiques algériennes réparties à travers le monde autour d'un objectif commun : contribuer au développement de leur pays d'origine. Il a rappelé que « l'Algérie dispose aujourd'hui d'un potentiel humain considérable avec plus de 1,7 million d'étudiants répartis dans un vaste réseau d'universités et d'instituts, tandis que de nombreux jeunes chercheurs algériens s'illustrent déjà sur la scène internationale dans des domaines de pointe tels que les mathématiques, l'intelligence artificielle et l'informatique quantique ».

Cette initiative a également été saluée par plusieurs associations représentant la diaspora algérienne, notamment en France et en Belgique, qui y voient une reconnaissance du rôle des compétences nationales établies à l'étranger dans le développement du pays. Elles considèrent que cette nouvelle institution ouvre un espace durable de réflexion, d'expertise et de proposition, susceptible de renforcer la souveraineté scientifique et technologique de l'Algérie.

MINE DE ZINC ET DE PLOMB DE TALA HAMZA-AMIZOUR

Le wali de Béjaïa appelle à accélérer les travaux

Le projet d'exploitation de la mine de zinc et de plomb de Tala Hamza-Amizour poursuit sa progression. Les autorités locales multiplient leurs sorties sur le chantier afin de respecter les délais de réalisation de ce projet minier stratégique pour l'économie nationale, appelé à contribuer au développement de l'industrie extractive nationale ainsi qu'à la diversification de l'économie.

Dans cette perspective, le wali de Béjaïa, Kamel Eddine Karbouche, a effectué une visite de terrain sur le site de la mine afin de s'enquérir de l'état d'avancement des travaux et d'évaluer le rythme de réalisation des différentes infrastructures prévues.

Au cours de cette visite, le chef de l'exécutif de wilaya a présidé une séance de travail au niveau de la base de vie du projet, indique un communiqué de la wilaya. À cette occasion, la directrice de la société mixte algéro-australienne BZL a présenté un exposé détaillé sur l'évolution des réalisations en mobilisant différentes étapes programmées pour mener à bien ce projet stratégique.

Le wali s'est ensuite rendu sur le chantier, où il a inspecté les opérations déjà réalisées et examiné le niveau d'avancement global des travaux. Il a insisté sur la nécessité d'accélérer la cadence des réalisations en mobilisant l'ensemble des moyens matériels, techniques et humains afin d'assurer l'achèvement du projet dans les délais fixés.

Il a rappelé que cette infrastructure revêt une importance économique majeure pour la wilaya de Béjaïa et pour l'économie nationale. Son entrée en exploitation devrait contribuer au développement de la filière minière, à la valorisation des ressources naturelles du pays et au renforcement de l'attractivité de l'Algérie dans le secteur des industries extractives.

L'exploitation de la mine de Tala Hamza-Amizour s'inscrit, rappelle-t-on, dans la stratégie nationale visant à relancer le secteur minier comme nouveau moteur de croissance. Les pouvoirs publics misent sur la valorisation des importantes ressources minières du pays afin de réduire la dépendance aux hydrocarbures, de soutenir les investissements productifs et de renforcer les exportations hors hydrocarbures.

Z.R.

INFRASTRUCTURES FERROVIAIRES

L'État accélère les grands chantiers stratégiques

Par Réda Hadi

Le gouvernement poursuit l'accélération de son ambitieux programme de modernisation des infrastructures ferroviaires, considéré comme l'un des principaux leviers de diversification économique et de développement territorial.

Dans cette perspective, le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a présidé hier au siège du ministère une importante réunion de coordination consacrée au suivi de plusieurs projets ferroviaires structurants, dont la ligne minière Est, le raccordement de la zone de Toumiat à la ligne Béchar-Tindouf-Gara Djebilet ainsi que le futur axe ferroviaire Alger-Tamanrasset.

Cette rencontre a réuni les principaux responsables du secteur, notamment les cadres centraux du ministère, le directeur général de l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF), ainsi que les dirigeants des entreprises nationales chargées des travaux et des études, parmi lesquelles la SNTP, Cosider TP, Cosider OA, GCB, Infrafer, Infrarail, SAPTA, ENGOA, SERO-EST, EGUVA et Serror.

Plusieurs présentations techniques ont permis de dresser un état des lieux détaillé

de l'avancement des différents projets, des contraintes rencontrées et des échéances à respecter. Le ministre a insisté sur la nécessité d'accélérer les cadences de réalisation, de renforcer la coordination entre les différents intervenants et de mobiliser davantage de moyens humains et matériels afin de garantir le respect des délais contractuels et des normes de qualité.

Une large partie de la réunion a été consacrée au suivi de la Ligne Minière Est reliant Annaba, Souk Ahras, Tébessa, Djebel Onk et Bled El Hadba sur un linéaire de 422 kilomètres. Cette infrastructure figure parmi les projets ferroviaires les plus stratégiques du pays en raison de son rôle déterminant dans le développement de l'industrie minière nationale.

Les responsables techniques ont présenté l'état d'avancement des travaux sur plusieurs tronçons, notamment Annaba-Boucheougouf (54 km), Boucheougouf-Aïn Seynour (72 km), Dréan-Oued Kebrbit (30 km), ainsi que le contournement ferroviaire des villes de Tébessa et Tenoukla (43 km).

Ce corridor ferroviaire permettra de transporter d'importants volumes de phosphate extraits des gisements de Djebel Onk et de Bled El Hadba vers le port d'Annaba, réduisant considérablement les coûts logistiques tout en augmentant les capaci-

tés nationales d'exportation. Il contribuera également au développement économique des wilayas traversées, grâce à une meilleure fluidité du transport de marchandises et à la création d'activités industrielles connexes. Face à l'importance économique du projet, le ministre a ordonné le renforcement immédiat des moyens mobilisés sur les différents chantiers. Il a également annoncé qu'une visite d'inspection sera effectuée dans les prochains jours afin d'évaluer directement sur le terrain l'état réel d'avancement des travaux et d'identifier les éventuelles difficultés susceptibles de retarder leur réalisation. Le ministre s'est également penché sur le projet de raccordement de la gare de Toumiat à la ligne ferroviaire Béchar-Tindouf-Gara Djebilet, considéré comme une infrastructure indispensable à la mise en valeur de l'immense gisement de fer de Gara Djebilet. Les travaux concernent notamment la réalisation d'une boucle ferroviaire spécialement conçue pour les opérations de chargement et de déchargement du minerai de fer, permettant d'assurer une meilleure fluidité des flux logistiques et une optimisation des opérations de transport. Cette infrastructure représente un élément essentiel du vaste programme national de valorisation des ressources minières. En facilitant l'acheminement du minerai vers

les unités de transformation puis vers les ports, elle contribuera à réduire les coûts de transport, améliorer la compétitivité de la filière sidérurgique nationale et renforcer les capacités d'exportation du pays.

La réunion a également porté sur l'état d'avancement des études et des préparatifs relatifs au projet de la ligne ferroviaire Alger-Tamanrasset. A cet effet, les études relatives au tronçon de Ouargla-El Meniaa ont été passées en revue, outre les préparatifs liés au lancement des projets Laghouat-Ghardaïa-El Meniaa et El Meniaa-In Salah-Tamanrasset.

A ce propos, le ministre a insisté sur la nécessité d'accélérer le parachèvement des études techniques et de finaliser les procédures requises afin de lancer ces projets dans les plus brefs délais, contribuant ainsi à l'extension du réseau ferroviaire national, au renforcement de la liaison entre les différentes régions du pays et au soutien de l'activité minière.

Ce projet constitue un véritable enjeu stratégique pour l'intégration économique du Grand Sud. Au-delà du transport des voyageurs, cette ligne favorisera le développement des activités minières, énergétiques, agricoles et touristiques tout en améliorant considérablement la circulation des marchandises entre le nord et le sud du pays.

SAISON ESTIVALE

Instruction pour garantir l'ouverture permanente des établissements de jeunesse

Le ministère de la Jeunesse a adressé une instruction contraignante à l'ensemble des responsables du secteur, leur enjoignant de prendre toutes les mesures nécessaires afin de garantir l'ouverture permanente et effective des établissements de jeunesse sur l'ensemble du territoire national durant la période estivale, sous peine de mesures administratives prises en cas de manquement, indique samedi un communiqué du ministère. Cette instruction précise que "les établissements de jeunesse continueront d'accueillir les jeunes tout au long des vacances d'été, sans interruption, en assurant la continuité du service public tous les jours de la semaine, y compris en soirée, et en mettant à leur disposition des espaces sûrs et encadrés répondant à leurs attentes et à leurs besoins", précise la même source.

Le document impose aussi "la mobilisation de l'ensemble des moyens humains et matériels, la présence permanente des cadres et des animateurs, ainsi que l'élaboration de programmes variés comprenant des activités scientifiques, culturelles, sportives, technologiques, artistiques et récréatives". L'instruction prévoit, en outre, de garantir "les meilleures conditions d'accueil, de veiller à la propreté des établissements et à la disponibilité de leurs équipements, tout en renforçant les partenariats avec les associations, les clubs et les bénévoles afin d'enrichir le programme estival".

Afin de veiller au strict respect de cette instruction, le ministère a insisté sur "la nécessité d'assurer un suivi personnel et de terrain de sa mise en œuvre à travers des visites régulières des établissements", soulignant que "cette instruction revêt un caractère obligatoire et que son application fera l'objet d'évaluations sur le terrain au moyen d'opérations d'inspection et de contrôles périodiques, sous peine de mesures administratives prises en cas de manquement ou de fermeture injustifiée des établissements".

A cette occasion, le ministère a renouvelé son appel à l'ensemble des jeunes à "se rendre dans les établissements de jeunesse et à profiter des programmes et activités proposés durant la saison estivale, afin d'occuper utilement leur temps libre et de renforcer le rôle de ces structures en tant qu'espaces de formation, de créativité et de promotion des valeurs citoyennes", conclut le communiqué.

APS

KAMEL MOULA, PRÉSIDENT DU CREA

«L'économie nationale connaît aujourd'hui une profonde transformation»

Le président du Conseil du nouveau économique algérien (CREA), Kamel Moula, a affirmé que l'économie nationale connaît aujourd'hui une profonde transformation structurelle, marquant la transition vers une nouvelle phase fondée sur le travail, l'innovation et la construction d'un modèle économique durable.

Intervenant lors de la table ronde intitulée « Les atouts stratégiques de l'Algérie : une plateforme de croissance et de création de valeur ajoutée », organisée avant-hier à Alger, M. Moula a insisté sur l'importance accordée à

L'AAPI expose ses réformes devant le FMI

Le Directeur général de l'Agence Algérienne de Promotion de l'Investissement (AAPI), M. Omar Rekkache, a reçu hier au siège de l'Agence à Alger, une délégation du Fonds Monétaire International (FMI), a indiqué un communiqué de l'organisme. Cette rencontre, qui s'est déroulée en présence du Secrétaire général de la Banque d'Algérie ainsi que de hauts cadres de l'AAPI, s'inscrit dans le cadre des consultations annuelles régulières menées par l'institution financière internationale avec les autorités publiques algériennes. À cette occasion, le Directeur général de l'AAPI a présenté un exposé exhaustif mettant en avant les réformes structurelles profondes engagées par l'Algérie pour assainir et moderniser le climat des affaires. M. Rekkache a notamment mis l'accent sur les mesures incitatives destinées à booster l'attractivité de l'économie

économique et le développement territorial équilibré. Les discussions ont donné lieu à un échange de vues sur les perspectives de croissance et les réformes économiques nationales. M. Rekkache a, par ailleurs, répondu aux interrogations de la délégation du FMI concernant le cadre juridique et institutionnel régissant l'investissement, ainsi que sur l'éventail de garanties juridiques et financières accordées par l'Algérie aux investisseurs locaux et étrangers. Enfin, la mission du FMI a effectué une visite au Guichet unique des grands projets et des investissements étrangers afin de s'enquérir des dispositifs instaurés pour fluidifier le parcours des investisseurs et accélérer la mise en œuvre de leurs projets, conclut le communiqué.

Le document impose aussi "la mobilisation de l'ensemble des moyens humains et matériels, la présence permanente des cadres et des animateurs, ainsi que l'élaboration de programmes variés comprenant des activités scientifiques, culturelles, sportives, technologiques, artistiques et récréatives". L'instruction prévoit, en outre, de garantir "les meilleures conditions d'accueil, de veiller à la propreté des établissements et à la disponibilité de leurs équipements, tout en renforçant les partenariats avec les associations, les clubs et les bénévoles afin d'enrichir le programme estival".

Synthèse Z.R.

INVESTISSEMENTS

ANNABA

Clôture du 5ème salon de la pharmacie Alpharma

La cinquième édition du salon de la pharmacie, "ALPHARMA 2026", qui a connu la participation de plus de 80 exposants de différentes régions du pays, a été clôturée samedi après-midi à l'hôtel Sheraton Annaba. Près de 4.000 visiteurs venus de 45 wilayas du pays ont été accueillis à cette manifestation économique de trois jours, a indiqué à l'APS le commissaire du salon, Nadhir Filali, qui a considéré que ce chiffre "traduit l'importance croissante du secteur de l'industrie pharmaceutique en Algérie et confirme la place dont jouit cet événement économique auprès des acteurs du secteur". Ce salon, a-t-il ajouté, a constitué un espace de rencontre et d'échange d'expériences entre les professionnels et les opérateurs économiques et a offert aux participants une opportunité de mettre en exergue leurs capacités productives et technologiques, de présenter leurs produits et services et de prospecter les occasions de partenariat, d'investissement et d'exportation vers les marchés africains.

Les participants ont montré un grand intérêt pour les plus de 30 conférences et 20 workshops animés en marge du salon sur les thèmes de l'industrie pharmaceutique, la recherche scientifique, la veille pharmaceutique et l'intelligence artificielle dans le domaine de la santé ainsi que sur les opportunités d'investissement et d'exportation vers les marchés africains, a-t-on indiqué. Selon le commissaire du salon, cette édition a connu le lancement de l'espace numérique "Monde Alpharma" dédié au renforcement de la communication entre fabricants, distributeurs, chercheurs et acteurs du secteur de la santé de sorte à contribuer au développement de projets de coopération nationaux, régionaux et internationaux.

Il a également considéré que l'organisation de pareils salons thématiques contribue à la promotion de l'industrie pharmaceutique nationale, l'encouragement de l'investissement et la création d'espaces de communication entre les acteurs du secteur et soutient l'ouverture des entreprises algériennes sur les marchés africains et en renforce les occasions d'exportation et de partenariat.

Le salon a connu la participation d'exposants re-

présentant des laboratoires pharmaceutiques, des entreprises de production, des organismes de recherche, des opérateurs économiques au côté des entreprises des différentes filières de l'industrie pharmaceutique et prestataires de services liés au secteur ainsi que des délégations diplomatiques de plusieurs pays africain dont l'Ethiopie, la Namibie, le Rwanda et le Congo.

APS

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTRE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTRE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 28 جوان 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 28 Juin 2026

Produits	Prix du détail ¹			المنتجات
	معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	
Pomme de terre	90	101	78	البطاطا
Tomate	90	107	73	الطماطم
Oignon sec	64	72	55	البصل الجاف
Ail sec	655	743	566	الثوم الجاف
Ail vert	310	342	279	الثوم الاخضر
Carotte	94	106	81	الجزر
Navet	104	117	91	اللفت
Poivron	130	147	113	الفلفل الاخضر
Piment	132	152	111	الفلفل الحار
Courgette	94	108	80	الكوسة
Haricot vert	162	181	143	الفاصولياء الخضراء
Laitue	108	122	94	الخس
Pomme locale	554	688	419	التفاح المحلي
Datte	502	625	379	التمر
Banane	518	539	496	الموز
Melon	123	143	104	البطيخ الاصفر
Pastèque	80	93	66	البطيخ الاحمر
Viande bovine locale	2015	2150	1880	لحم البقر المحلي
Poulet de chair	351	364	339	الدجاج
Euifs (Unité)	16	17	15	البيض (وحدة)
Lait de vache (Litre)	96	102	90	حليب البقر (لتر)

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	pP	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	344,00	344,00	0,00	-0,08	-9,73	6,07	10,17	999	343 656,00
BANQUE DE DEVELOPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	NC	0,00	0,16	-0,45	9,00	5,56	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 510,00	NC	0,00	0,00	1,12	6,67	6,37	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 300,00	NC	0,00	7,24	3,31	10,97	5,43	0	0,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-3,72	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	445,00	NC	0,00	0,00	7,59	4,21	4,72	0	0,00

R.E.

En exclusivité

LE DÉVELOPPEMENTALISME ALGÉRIEN

« Pour une Stratégie Autonome de Rattrapage Économique 2025-2055 » (*)

(Pour un essai de compréhension et de vulgarisation de l'ouvrage)

Dans son essai ambitieux intitulé *Le développementalisme*, que nous avons découvert par hasard puis exploité par curiosité et fidélité envers les nouveautés, Khaled El Maymoun propose une feuille de route détaillée pour l'Algérie, visant à réduire la dépendance à la rente des hydrocarbures et à réaliser un saut industriel significatif sur la période 2025-2055. Ce document généreux par son volume (400 pages) et étoffé par son contenu, présente une stratégie chiffrée et opérationnelle sur 30 ans, inspirée des modèles de développement réussis en Asie de l'Est, la Corée du Sud, la Chine et le Vietnam.

Par Rachid MEKSEN

Economiste, Haut fonctionnaire à la retraite

Dans le souci de partager d'abord l'existence de cet essai, nous avons également cherché à livrer certains aspects de sa problématique et discuter de leur portée sinon de leur pertinence. Peu de travaux assis sur une méthodologie éprouvée sont publiés sur l'Algérie, passer sous silence cet essai serait abonder dans cette dynamique de repli que tout le monde pourtant déplore avec force.

D'emblée, l'auteur manifeste son parti pris pour l'étatisme précisé selon lui non pas pour ses penchants idéologiques mais comme nécessité historique.

En effet l'auteur écarte l'idée que le secteur privé puisse être le moteur immédiat de l'économie algérienne. Pour lui, faire appel à un État stratège et planificateur n'est pas un choix idéologique, mais une nécessité historique. La colonisation française a laissé l'Algérie avec un vide entrepreneurial, détruisant les structures économiques locales et laissant le pays sans base solide à son indépendance en 1962.

On ne peut occulter en effet que la dévastation causée par la colonisation a créé un véritable désert entrepreneurial en Algérie. Contrairement à des pays comme la Corée du Sud ou Taïwan, qui avaient des classes commerçantes établies avant leur décollage économique, l'Algérie doit bâtir sa classe de créateurs de valeur à partir de rien.

Pour étayer le choix préalable d'un État omniprésent, l'auteur de l'essai estime que soixante ans après l'indépendance, le secteur privé algérien ne se serait toujours pas renforcé mais dominé par une recherche de rente et un commerce d'importation peu productif. L'État serait donc seul qualifié pour diriger le rattrapage économique nécessaire. Ceci reste, selon nous, l'une des affirmations les plus discutables, car elle passe sous silence tous les dispositifs successifs qui ont obéré l'assise de ce qui aurait constitué non seulement un secteur privé actif mais aurait aussi permis l'émergence d'entrepreneurs en son sein. Le fait colonial ne serait pas le seul indicateur historique à retenir pour démontrer la faible consistance du secteur privé mais bien, en complément après l'indépendance, l'encadrement restrictif mis en place pour réduire la place du secteur privé envers lequel la confiance n'a jamais été placée pour son soit disant rôle dans les choix qui ont été imposés. Dans le parcours de l'ouvrage, on note que l'auteur regroupe les blocages sécu-



lares qui se sont dressés sur le chemin du développement souhaité à savoir :

- La malédiction de la rente pétrolière qui détruit la compétitivité des secteurs manufacturier et rend l'État clientéliste ;
- Le gaspillage du capital humain féminin qui prive le pays d'une partie essentielle de sa force de travail en maintenant un taux d'activité des femmes d'environ 17 %. Avec un afflux massif de jeunes diplômés, cette marginalisation rend tout décollage économique impossible.

- Les résistances anthropologiques à travers les freins socioculturels et institutionnels, tels que le conservatisme religieux et le nationalisme nostalgique qui se traduisent par des retards dans la prise de décisions essentielles.

Dans cette lignée de l'ouvrage, l'auteur propose un ambitieux plan d'investissement de 454 milliards de dollars sur 30 ans, centré sur quatre piliers opérationnels du rattrapage :

Pilier I : A travers une révolution éducative ce pilier vise à réorienter l'éducation vers les sciences, technologies, ingénierie et mathématiques (STEM). L'objectif est de remplacer les filières littéraires déconnectées de l'emploi par des cursus techniques de haut niveau, soutenus par des centres d'excellence. Cet exemple est annoncé comme mesure phare prise par les autorités chinoises pour centrer les ressources sur la place visé par la Chine dans la compétition pour les nouvelles frontières industrielles.

Pilier II : Lémancipation productive des femmes, qui avec un budget de 100 milliards de dollars sur 30 ans vise l'intégration des femmes dans l'économie. Des infrastructures de soutien, comme des crèches publiques, et des programmes de formation professionnelle

ciblés sont proposés pour permettre aux femmes de participer pleinement au marché du travail.

Pilier III : La réforme de l'État avec un budget alloué de 176 milliards de dollars est destiné à transformer l'appareil étatique en un "État fort, aminci et stratège". Trois institutions autonomes doivent être créées pour piloter l'économie, lutter contre la corruption et gérer les investissements industriels.

Pilier IV : La diplomatie économique de l'hydrogène vert qui devrait voir l'Algérie tirer parti de ses ressources naturelles pour développer une filière d'hydrogène vert. Cela nécessite d'importants investissements et des partenariats avec l'Europe et la Chine pour acquérir les technologies nécessaires.

On en vient au nerf de la guerre qui constitue la troisième et dernière partie, à savoir la viabilité financière et le chiffrage des scénarios.

Parallèlement à l'effort porté sur le contenu des propositions, nous estimons que le mérite de chiffrer dans le détail toutes les mesures annoncées doit être rappelé, tellement cet exercice est à la fois rare et complexe en particulier dans le milieu académique. On rappellera pour l'anecdote qu'à une question soulevée à un ancien Premier ministre français au sujet de l'absence de chiffrage pour ses propositions « Les chiffres servent à se faire botter les f... », façon de dire que c'est un bâton offert à l'adversaire. Cette réticence à communiquer sur le volet financier serait de nature à fragiliser les finances publiques déjà malmenées dans la plupart des pays, à susciter la crainte des marchés par ce que l'on appelle l'« effet d'éviction » (captation des ressources par le Trésor) et à réduire ses marges de manœuvres en cas de décisions d'arbitrage à satisfaire.

- Comment financer les 454 Milliards de Dollars que coûteraient les 4 piliers déclinés ? L'auteur explique (ou s'efforce à le faire) que l'Algérie ne souffre pas d'un manque de capitaux, mais d'une mauvaise répartition des ressources. Les besoins annuels de 32 milliards de dollars devraient être couverts par des réallocations internes, telles que la réforme des subventions et la rationalisation de la fonction publique. Ce que nous comprenons ainsi c'est que les piliers 'ajustés' génèrent concomitamment des économies qui deviennent des sources de financement dans un second temps : la fonction publique à dégraisser en est l'illustré cas d'espèce !

- La modélisation macroéconomique à l'horizon 2055. L'essai présente deux scénarios pour l'avenir de l'Algérie : un scénario pessimiste où le pays reste dans un modèle rentier et un scénario optimiste où il réussit son rattrapage développementaliste, avec un PIB en forte croissance et un taux de chômage proche du plein emploi. En point commun à ces deux scénarios, c'est la baisse des recettes tirées des hydrocarbures, leur extinction à terme justifie le choix du programme pour l'hydrogène vert, choix technologique s'imposant comme une ambition incontournable.

En guise de conclusion que nous estimons devant être partagée, on est alerté et sommé de mettre le curseur sur l'urgence absolue de la fenêtre 2025-2035, l'Algérie doit agir rapidement pour saisir sa dernière chance historique. Trois horloges doivent être synchronisées et jouer la même partition : l'épuisement des réserves de change, la baisse des exportations d'hydrocarbures et une population à éduquer et former. Si des réformes fondamentales ne sont pas engagées immédiatement, le pays raterait sa marche ultime pour répondre aux impératifs géopolitiques et aux attentes socioéconomiques de sa population de 62 millions d'âmes (en 2055). L'essai se veut aussi un appel à la mobilisation des élites afin de choisir la voie de la prospérité et construire un avenir meilleur pour l'Algérie.

Telles sont les idées force qu'il nous a paru opportun de faire connaître, de ramasser, de partager et de discuter avec les lecteurs qui y trouverons, souhaitons-le, une autre source d'inspiration pour continuer à parfaire leur jugement sur les faits économiques et se sensibiliser encore davantage sur les défis à surmonter pour s'assurer de meilleures opportunités à l'avenir.

(*) L'ouvrage ne mentionne pas de date de publication ni de référence à son édition.

EL BAYADH -EL ABIODH
SIDI CHEIKH**Raccordement de plus de
3.500 exploitations
agricoles au réseau
électrique**

Quelque 3.551 exploitations agricoles ont été raccordées au réseau d'électricité agricole dans les wilayas d'El Bayadh et d'El Abiodh Sidi Cheikh, dans le cadre des efforts de l'Etat visant à accompagner les investisseurs et les agriculteurs et à soutenir le développement de ce secteur stratégique, a-t-on appris auprès de la direction de distribution de l'électricité et du gaz de Sonelgaz.

Cette opération s'inscrit dans le cadre du programme du président de la République, M. Abdelmajid Tebboune, visant à raccorder l'ensemble des exploitations agricoles au réseau électrique sur l'ensemble du territoire national afin de soutenir ce secteur stratégique.

Depuis le lancement du programme à la fin de l'année 2022 et jusqu'à l'année 2026, les travaux ont permis de raccorder et de mettre en service le réseau électrique au profit de 3.551 exploitations agricoles, réparties sur l'ensemble des communes des wilayas d'El Bayadh et de la wilaya nouvellement créée d'El Abiodh Sidi Cheikh. Dans ce cadre, 7.440 kilomètres de réseau électrique ont été réalisés, dont 5.243 kilomètres de réseau moyenne tension et 2.197 kilomètres de réseau basse tension. L'opération a également permis la mise en service de 1.794 postes de transformation électrique.

La même source a précisé que les travaux se poursuivent et que 773 exploitations agricoles supplémentaires devraient être raccordées au réseau électrique avant la fin de l'année en cours. Au total, le programme prévoit le raccordement de plus de 4.400 exploitations agricoles dans les deux wilayas.

Pour rappel, cette opération stratégique, appelée à donner un fort élan au développement du secteur agricole dans les deux wilayas, vient compléter d'autres projets de développement, notamment l'ouverture de pistes agricoles et la simplification des procédures d'octroi des autorisations de forage de puits destinés à l'irrigation. APS

TISSEMSILT

**Achèvement prochain
des travaux du chemin
de wilaya 21**

Les travaux de réalisation du chemin de wilaya 21 (CW) 21 à Tissemsilt devraient être achevés, prochainement, a-t-on appris auprès de la cellule de communication de la wilaya.

Selon la même source, les travaux concernant cette route reliant les communes de Sidi El-Antri et El-Melâab, sur un linéaire de plus de 4 kilomètres, touchent à leur fin après l'achèvement de la mise en œuvre de la couche de roulement en enrobé bitumineux.

Une fois mise en service, cette infrastructure, qui viendra renforcer le réseau routier de la wilaya, devrait faciliter la circulation entre les deux communes et contribuer à leur désenclavement.

Par ailleurs, au cours de l'année 2026, la wilaya de Tissemsilt a procédé au traitement de plus de dix glissements de terrain affectant plusieurs axes routiers, ainsi qu'à des opérations de réhabilitation et de suppression de points noirs sur le réseau routier local.

Ces interventions s'inscrivent dans le cadre de la stratégie du secteur des travaux publics visant à améliorer les infrastructures routières et à fluidifier la circulation à travers la wilaya.

APS

SIDI BEL-ABBES

**Cadence accélérée de la
campagne moisson-battage**

Les différentes communes et superficies agricoles de la wilaya de Sidi Bel-Abbes connaissent une cadence accélérée dans le déroulement de la campagne moisson-battage pour la saison agricole 2025-2026, au milieu de conditions organisationnelles rigoureuses, durant lesquelles des moyens matériels et humains considérables ont été mobilisés pour collecter et sécuriser cette récolte stratégique et la transférer vers les centres de collecte et de stockage, a-t-on appris, samedi, auprès de la direction des Services agricoles de la wilaya.

Dans ce contexte, le directeur par intérim des Services agricoles, Mohamed Bekri, a révélé qu'une superficie totale dépassant les 27.000 hectares a été moissonnée, jusqu'à présent, enregistrant une production initiale de près d'un demi-million de quintaux de différentes variétés de céréales, tandis que les mêmes services prévoient que la production totale pour la saison actuelle dépassera 1,5 million de quintaux.

Le même responsable a précisé que les quantités de céréales collectées se répartissent entre 290.000 quintaux d'orge et 370.000 quintaux de blé tendre, en plus d'autres quantités importantes de diverses variétés agricoles, soulignant que ces quantités réceptionnées représentent actuellement près de 30 % des prévisions globales tracées pour la saison, ce qui indique la poursuite des opérations de moisson de manière régulière à travers les différentes régions de la wilaya.

Pour garantir le bon déroulement de cette opération, les secteurs concernés ont mobilisé un arsenal de matériel agricole et logistique comprenant 386 moissonneuses-batteuses, 1.415 tracteurs, ainsi que 223 camions dédiés au transport des récoltes vers les points de collecte relevant des Coopératives de Céréales et Légumes Secs (CCLS), qui ont été mises en état de préparation pour recevoir et stocker le produit agricole selon



des normes techniques garantissant la préservation de sa qualité, tout en s'efforçant de réduire les délais d'attente et de faciliter les procédures au profit des agriculteurs.

Dans le cadre du suivi officiel et continu de ce dossier stratégique, le déroulement de la campagne et l'état d'avancement de l'exploitation des capacités de stockage ont fait l'objet d'une réunion de coordination élargie, présidée, jeudi dernier au siège du cabinet par le wali, Kamel Hadji, qui a donné une série d'instructions axées principalement sur l'intensification du suivi sur le terrain et quotidien des chantiers de moisson, la garantie d'un accompagnement continu des agriculteurs pour lever les obstacles, ainsi que

l'accélération de la collecte et du stockage de la récolte selon l'organisation adoptée afin d'éviter toute pression au niveau des points de réception.

Le volet préventif a également bénéficié d'une part importante des orientations officielles lors de cette rencontre, où le wali a insisté sur la nécessité d'activer le niveau maximal de vigilance et de préparation tout au long de cette période sensible, et de renforcer les mesures proactives pour éviter le risque d'incendies de récoltes agricoles à travers la consolidation de la coordination sur le terrain entre les services de la Protection civile et la conservation des forêts.

APS

AÏN DEFLA

**Mise en service de plusieurs nouveaux projets pour consolider
l'approvisionnement en électricité**

Les installations de production d'énergie électrique de la wilaya d'Aïn Defla ont été renforcées, depuis le début de l'année en cours, par de nouvelles infrastructures, ce qui a contribué à consolider la qualité du service et à garantir sa continuité, a-t-on appris, samedi, auprès de la Direction locale de distribution de l'électricité et du gaz.

La même source a précisé qu'une

enveloppe de plus de 850 millions de DA a été allouée pour la réalisation de plusieurs nouveaux projets dans le cadre de la garantie de la continuité de l'alimentation en énergie électrique, notamment face à la hausse de la consommation durant la saison estivale.

Il s'agit de la mise en service de 12 transformateurs électriques, ainsi que du renforcement du réseau de basse tension sur 26 km, dont le

coût de réalisation a dépassé 362 millions de DA.

Dans le cadre de ces mêmes mesures, plusieurs nouveaux projets, qui devraient être réceptionnés cet été, ont été achevés, dont 19 transformateurs électriques, outre le renforcement du réseau par 60 km de lignes électriques et la réalisation de 10 départs.

Par ailleurs, les mêmes services ont entamé, depuis le mois de jan-

vier dernier, l'exécution d'une opération de maintenance touchant 677 transformateurs électriques et plus de 1.400 km de réseaux basse et moyenne tension. Cette opération comprend également l'élagage des arbres sur un linéaire de 6.197 mètres et la réalisation de tranchées pare-feu sur une superficie de 0,6 hectare, selon la même source.

APS

ILLIZI

Plusieurs projets en concrétisation au chef-lieu de wilaya

Plusieurs projets de développement, relevant de différents secteurs, sont en cours de réalisation au chef-lieu de la wilaya d'Illizi, en vue de renforcer les infrastructures publiques et d'améliorer la qualité des prestations offertes au citoyen, ont indiqué dimanche les services de la wilaya. Ces projets, qui progressent à un rythme soutenu et qui ont fait l'objet d'une récente inspection du wali d'Illizi, Ahcène Khaldi, concernent notamment les secteurs de la justice, la santé, l'éducation et l'urbanisme.

Ils comprennent la réalisation du siège

de la Cour de justice et d'un hôpital de 120 lits appelé à renforcer les capacités d'accueil et d'amélioration des conditions de prise en charge des malades, a précisé la source.

Les projets en cours englobent aussi la construction d'établissements scolaires devant être livrés pour la prochaine rentrée scolaire (2026-2027).

Il s'agit d'un lycée au quartier El-Rimal, d'une école primaire au niveau du POS-16, et de deux collèges dans les zones de Tin-Tourha et Belbachir, dans un objectif d'amélioration des conditions de scolarisation.

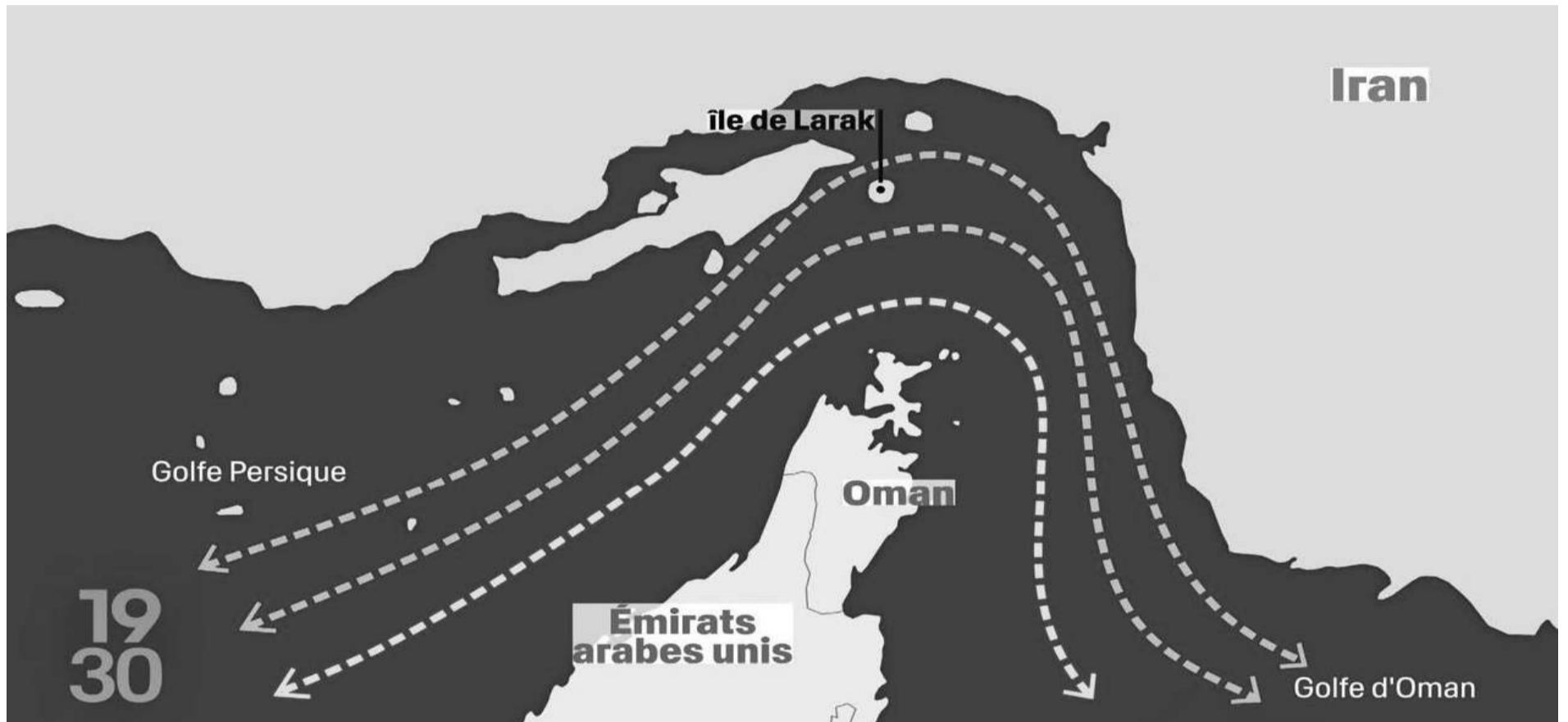
Les travaux d'aménagement urbain, également en cours, portent sur le réaménagement de l'esplanade jouxtant le siège de la wilaya, dont l'inauguration est prévue à l'occasion de la célébration du 64ème anniversaire de la fête de l'Indépendance et de la Jeunesse.

Ces projets, retenus dans le cadre du programme de développement des infrastructures et d'amélioration du service public, seront mis en service progressivement, selon le parachèvement de leurs travaux.

APS

Les États du Golfe et la remise du détroit d'Ormuz à l'Iran

Le détroit d'Ormuz a été rouvert et l'Iran a commencé à agir comme son gendarme, contrôlant le trafic maritime et évoquant la perception de redevances. La Maison Blanche le nie, affirmant qu'aucun péage n'est imposé et que Téhéran s'y était engagé, tout en menaçant de redéployer les navires de guerre américains stationnés à proximité du Golfe.



Par Abdulrahman Al-Rashed (*)

Il semble que l'une des deux parties ne dise pas la vérité, ou que nous soyons confrontés à une ambiguïté résultant d'interprétations différentes de l'accord. Même si l'Iran ne perçoit pas un seul dollar de droits de passage, son contrôle du détroit lui confère un pouvoir politique extrêmement dangereux. L'objectif ultime de Téhéran est de contrôler le Golfe en s'érigeant en arbitre de l'autorisation ou du refus de passage des pétroliers. À terme, tous les pays de la région ainsi que les pays importateurs à travers le monde se retrouveront soumis à la décision des officiers de la marine iranienne quant au passage sélectif ou à l'entrave des navires. Cette réalité se manifestera dès que l'Iran entrera en conflit avec un État du Golfe, cherchant alors à l'empêcher d'exporter son pétrole sous divers prétextes. Téhéran punira également les pays importateurs européens ou asiatiques en limitant leurs approvisionnements. Il utilisera le détroit pour imposer ses politiques aux États du Golfe et les sanctionner à sa convenance. En outre, l'Iran imposera des prélèvements non autorisés aux navires en transit. C'est une méthode que Téhéran applique depuis des décennies : il enlève dans la rue des ressortissants de pays avec lesquels il est en conflit, les accuse de faits fabriqués de toutes pièces afin de faire pression sur leurs gouvernements pour obtenir des concessions. Il agit de la même manière en Irak et au Liban à travers ses milices. Lorsque le vice-président américain J.D.

Vance et le secrétaire d'État Marco Rubio affirment que l'Iran s'est engagé à ne pas imposer de redevances dans le détroit, cela est peut-être exact. Mais cela n'exclut en rien l'intention de Téhéran d'exercer un contrôle total sans pour autant vendre des droits de passage. "Même si l'Iran ne perçoit pas un seul dollar de droits de passage, son contrôle du détroit lui confère un pouvoir politique extrêmement dangereux", indique Abdulrahman Al-Rashed. L'hégémonie politique est plus dangereuse que l'extorsion financière. L'annonce par Oman d'un corridor parallèle constituait un test pour les dirigeants iraniens. Il est peu probable que cette initiative puisse perdurer en l'absence d'une force militaire dissuasive capable de la soutenir. Le différend sur l'ouverture du détroit déterminera l'avenir du Golfe. Les États du Golfe et les autres pays concernés font-ils suffisamment d'efforts pour mobiliser l'opinion internationale afin d'éviter une dérive géopolitique qui affecterait durablement la sécurité régionale et menacerait les exportations de pétrole pendant des années ? C'est la fermeture du détroit d'Ormuz qui a poussé le président américain Donald Trump à négocier et à conclure précipitamment le mémorandum d'entente de Genève, et non les attaques iraniennes par missiles et drones. Selon Trump, l'Iran a perdu la guerre sur le plan militaire, mais il a été capable d'absorber les pertes en attendant le moment propice pour négocier. Quelles étaient les véritables motivations derrière les concessions accordées à Genève ? Trump a lui-même expliqué

craindre un ralentissement économique, accompagné de signes d'inflation et d'une hausse des prix de l'essence. La réserve stratégique américaine, qui comptait auparavant 415 millions de barils — la principale ligne de défense énergétique des États-Unis — était tombée à moins de 20 % de sa capacité, son niveau le plus bas depuis 1983. Le président américain devait alors choisir : risquer le reste de son mandat ainsi que l'avenir électoral de son parti lors des élections de mi-mandat de novembre en poursuivant la guerre, ou conclure rapidement un accord avec Mohammad Bagher Ghalibaf, envoyé de la nouvelle direction iranienne. Téhéran a clairement interprété cette volonté américaine de parvenir rapidement à un accord et a répondu par une série de conditions, parmi lesquelles l'administration du détroit d'Ormuz. Dans le même temps, l'équipe de Trump s'est concentrée sur la clause nucléaire, considérée comme prioritaire par l'administration, quel qu'en soit le coût en termes de concessions sur d'autres dossiers. Il convient de rappeler que le plan américain de contre-blocus face à la fermeture du détroit par l'Iran s'est révélé efficace et a contribué à contraindre Téhéran à négocier. Le président iranien Massoud Pezeshkian, en visite au Pakistan pour remercier Islamabad de ses efforts de médiation, a déclaré que son pays était au bord de l'effondrement sans ces négociations. L'équipe américaine est entrée dans les négociations à Islamabad avec pour exigences d'empêcher la prolifération nu-

cléaire, d'obtenir la remise de l'uranium enrichi, la réouverture du détroit et le démantèlement des milices du régime. Elle est ressortie de Genève après avoir signé un mémorandum promettant de prévenir toute agression contre l'Iran et son allié le Hezbollah, de faciliter l'accès de Téhéran à ses fonds gelés et de créer un fonds d'aide ! Pourtant, jusqu'au début du mois dernier, le régime était sous les décombres. Que s'est-il donc passé ? À propos de ces concessions, J.D. Vance affirme qu'elles visent à instaurer la confiance et que l'accord final sera équilibré, avec des concessions raisonnables de la part de l'Iran, des États-Unis et des acteurs régionaux. Depuis Genève, la partie iranienne agit avec une confiance particulièrement préoccupante. Elle multiplie les pressions et les menaces sans avoir répondu aux gestes américains par des concessions tangibles. Même la réouverture du détroit s'est accompagnée d'une condition obligeant les navires à reconnaître le droit de l'Iran de les interroger, de communiquer leurs données et d'attendre son autorisation. Il ne s'agit pas d'une concession, mais bien de l'instauration de nouvelles règles de contrôle.

(*) Journaliste et un intellectuel saoudien. Il est l'ancien directeur général de la chaîne d'information Al-Arabiya et l'ancien rédacteur en chef d'Al-Awsat, où cet article a été initialement publié.

Source: Arabnews.com; publié le 26/06/2026

LIBYE

La production de pétrole se rapproche des 1,5 million b/j

Après des années de guerre civile et d'instabilité, la Libye renoue progressivement avec ses capacités pétrolières d'avant-conflit. La National Oil Corporation (NOC) enchaîne les records de production depuis le début de l'année. En Libye, la NOC a annoncé que la production totale de pétrole brut et de condensats, des hydrocarbures liquides extraits avec le gaz naturel, a atteint 1,48 million de barils par jour. Selon les informations rapportées lundi 22 juin par Libya Observer, ce total se décompose en 1 438 560 barils par jour de pétrole brut et 49 163 barils par jour de condensats.

L'annonce a été faite lors d'une réunion au siège de la NOC à Tripoli, présidée par son président Masoud Suleiman, en présence des membres du conseil d'administration et des directeurs des sociétés pétrolières affiliées. Suleiman a qualifié ce niveau de production d'« accomplissement significatif ». La Libye n'avait pas atteint un tel niveau de production depuis 2013. Ce développement marque une progression notable par rapport aux 1,43 million de barils par jour enregistrés en avril, que The National avait alors qualifiés de plus haut niveau depuis une décennie. « L'entreprise souhaite atteindre ses objectifs de production planifiés avant la fin de l'année, dans un mouvement attendu pour soutenir l'économie nationale », a déclaré Suleiman lors de la réunion.

Une dynamique soutenue par plusieurs chantiers simultanés

Cette performance s'inscrit dans une série d'initiatives engagées par la NOC depuis le début de l'année. Il y a quelques semaines, la compagnie a signé des contrats de partage de production (PSC) avec Repsol, TPAO, Eni, QatarEnergy et MOL Group, les premiers contrats de ce type en près de vingt ans. Dans la foulée, le champ Mabrouk, endommagé pendant les années de conflit, a repris ses opérations à pleine capacité, avec une production potentielle de 40 000 barils par jour. La NOC a également conclu des accords de coopération technique avec le fournisseur de service SLB et le Project Management Institute, pour renforcer ses capacités humaines et techniques. Des enchères pour plus de 40 champs marginaux sont par ailleurs en préparation dans les bassins de Syrte, Murzuq, Ghadamès et Sabratha, rapporte Energy Capital & Power. Ces avancées interviennent dans un contexte institutionnel encore fragile. En janvier 2026, Suleiman avait reconnu publiquement que la NOC n'avait reçu aucun budget opérationnel approuvé durant toute l'année 2025, selon le Middle East Institute. Malgré ces contraintes persistantes, la société d'État parvient à maintenir une trajectoire de croissance. Le pays espère porter la capacité de production à 2 millions de barils par jour d'ici 2030.

Agence

**PLAN DE DÉVELOPPEMENT 2026-2030 (TUNISIE)
Doute sur sa faisabilité face aux contraintes financières**

Le député et président de la Commission des finances et du budget à l'Assemblée des représentants du peuple, Issam Chouchen, est revenu, jeudi 25 juin 2026, sur le projet de plan de développement 2026-2030, détaillant ses mécanismes institutionnels, ses ambitions affichées et les contraintes qui pèsent sur sa mise en œuvre.

Synthèse R I/Agence

Dans une intervention sur Diwan FM, il a rappelé la nature même de ce document stratégique, souvent au cœur des débats publics. Le plan de développement, a-t-il expliqué, ne doit pas être perçu comme une simple liste de promesses sectorielles, mais comme une vision d'ensemble portée par le gouvernement, couvrant l'ensemble des politiques publiques sur plusieurs années. Ce cadre, selon lui, s'inscrit dans une logique pluriannuelle, parfois sur quatre, cinq ou même dix ans selon les expériences passées, et vise à orienter les choix économiques et sociaux de l'État. Il constitue, en théorie, la traduction opérationnelle des orientations nationales.

Il a souligné que ce plan a été élaboré selon une nouvelle méthode introduite par le cadre institutionnel actuel. Celle-ci repose sur une approche dite « ascendante », partant des collectivités locales pour remonter vers les niveaux régional et national.

Concrètement, le processus s'articule autour de plusieurs étapes : les propositions sont d'abord formulées au niveau local, puis consolidées à l'échelle des régions et des districts, avant d'être intégrées dans une synthèse sectorielle élaborée par les ministères. Ce mécanisme aurait permis, selon les données évoquées, de recenser près de 49 960 projets, issus à la fois des territoires et de l'administration centrale.

Le député a toutefois souligné que cette masse de projets pose, à elle seule, une question de faisabilité, tant sur le plan financier que sur celui de la gouvernance.

Une procédure institutionnelle en plusieurs étapes

Sur le plan institutionnel, le projet de plan est soumis à une procédure spécifique. Il est transmis à l'Assemblée des représentants du peuple,

où chaque commission l'examine selon son domaine de compétence. Le texte, a précisé le député, ne peut pas être amendé en profondeur : il s'agit essentiellement d'un vote global, sous la forme d'un article unique, par lequel les parlementaires se prononcent pour son adoption ou son rejet.

Après cette étape, le document est transmis à la seconde chambre, le Conseil national des régions et des districts, qui joue un rôle central dans la validation finale du plan.

Cette articulation entre les deux chambres constitue, selon lui, une innovation institutionnelle majeure, mais également un facteur de complexité supplémentaire dans le processus décisionnel.

Des ambitions confrontées aux réalités budgétaires

Au-delà de l'architecture institutionnelle, Issam Chouchen a surtout insisté sur la question de la faisabilité économique du plan. Il a rappelé que les précédents plans de développement en Tunisie avaient affiché des taux d'exécution relativement faibles, souvent compris entre 35% et 37%.

Ce constat, selon lui, n'est pas conjoncturel, mais structurel. Les raisons sont multiples : insuffisance des ressources financières, lourdeurs administratives, difficultés de mobilisation des investissements, mais aussi déséquilibres dans la programmation elle-même.

Le député a ainsi souligné que la capacité réelle d'exécution des projets serait largement inférieure aux ambitions affichées sur le papier.

Il a évoqué un déficit budgétaire important, financé en partie par l'endettement intérieur et extérieur, estimant que les marges de manœuvre de l'État restent limitées.

Dans ce contexte, le financement d'un plan de développement aussi ambitieux apparaît, selon lui, comme un défi majeur. Les besoins évoqués dépasseraient largement les capacités ac-

tuelles de mobilisation des ressources, dans un contexte économique international marqué par l'inflation, la volatilité des taux et la pression sur le dinar.

Au-delà des chiffres, le député a questionné la cohérence globale du modèle de développement proposé. Selon lui, un plan stratégique doit avant tout reposer sur une adéquation entre les objectifs fixés et les moyens disponibles. Or, il estime que cette articulation n'est pas suffisamment clarifiée dans la version actuelle du document.

Il a également mis en garde contre une vision trop centralisée ou trop théorique de la planification, déconnectée des capacités réelles d'exécution sur le terrain.

Le député a rappelé, par ailleurs, que certaines régions continuent d'accuser un retard significatif en matière de développement, malgré leur important potentiel économique.

Il a notamment évoqué plusieurs régions de l'intérieur et du sud du pays, soulignant que certaines d'entre elles disposent de ressources considérables, qu'elles soient agricoles, touristiques ou industrielles, mais restent confrontées à un déficit d'investissement et à la persistance de projets bloqués ou inachevés.

Cette situation, selon lui, interroge directement l'efficacité des mécanismes actuels de répartition des investissements publics.

Issam Chouchen a, dans ce sens, appelé à une lecture plus réaliste et plus prudente du plan de développement. S'il reconnaît l'importance de doter le pays d'une vision stratégique à moyen terme, il a insisté sur la nécessité d'éviter des écarts trop importants entre l'ambition politique et la capacité d'exécution.

Pour lui, la réussite du plan dépendra moins du nombre de projets annoncés que de la cohérence de leur mise en œuvre, de la disponibilité des ressources et de la capacité des institutions à suivre le rythme fixé.

ÉGYPTE- AFD

Signature de huit accords de coopération de 345 millions d'euros

Le volet principal de ces signatures concerne le secteur médical, avec deux accords majeurs d'une valeur totale de 300 millions d'euros alloués au ministère de la Santé afin de consolider le projet d'Assurance maladie intégrale, a expliqué un communiqué du Conseil des ministres. Davantage, les secteurs de l'industrie verte et de l'éducation sont également concernés par ces allocations.

L'Égypte et l'Agence française de développement (AFD) ont signé huit accords de coopération d'un montant de 345 millions d'euros pour soutenir la santé, l'industrie verte et l'éducation, selon un communiqué du Conseil des ministres mercredi 24 juin.

Ces protocoles d'accord et lettres d'intention impliquent les ministères des Affaires étran-

gères, des Finances, de l'Éducation, des Transports, ainsi que de la Santé et de la Population, en partenariat avec l'Union européenne (UE) et plusieurs entreprises françaises.

Financement de la santé et transition verte

« Le volet principal de ces signatures concerne le secteur médical, avec deux accords majeurs d'une valeur totale de 300 millions d'euros alloués au ministère de la Santé pour consolider le projet d'Assurance maladie intégrale (AMI) », d'après le communiqué.

Un protocole d'accord supplémentaire a également été ratifié pour appuyer le système de soins de santé primaires et moderniser les unités sanitaires dans les différents gouvernorats.

Sur le plan environnemental, un accord de facilité de crédit de 45 millions d'euros a été signé avec l'Agence des affaires environnementales pour financer le projet d'industrie verte durable.

« Cette enveloppe est destinée à accélérer la transition vers une économie verte et à garantir la durabilité environnementale des structures industrielles du pays », a indiqué le communiqué.

Éducation et formation technique

Les conventions intègrent également un volet éducatif et social, comprenant une subvention accordée au ministère de l'Éducation pour soutenir l'enseignement du français comme deuxième langue étrangère dans les écoles publiques.

De plus, deux lettres d'intention ont été validées pour fonder deux écoles de technologie appliquée en partenariat avec le ministère des Transports, « l'une à l'Institut de Wardan et l'autre en collaboration avec la compagnie française RATP, afin de former des cadres qualifiés pour le marché du transport ferroviaire ».

Enfin, une subvention finale a été actée en coopération avec l'Agence de développement des micro, petites et moyennes entreprises pour améliorer l'accès aux services économiques et stimuler l'emploi local dans les zones ciblées.

Cet ensemble d'accords vise à consolider le partenariat stratégique et à stimuler une croissance économique durable, conformément à la vision de développement de l'Égypte.

R. I.

NIGERIA

L'industrie laitière attire de plus en plus de capitaux privés

Le Nigeria est le principal marché de produits laitiers importés en Afrique de l'Ouest. Le gouvernement qui cherche à réduire la dépendance aux importations, met en place un environnement favorable pour attirer les investissements privés dans le développement des capacités de production locale.

Au Nigeria, l'entreprise Pure Dairy Herds a annoncé le mardi 23 juin avoir entamé les démarches pour la mise en place d'une ferme laitière de 250 millions \$ dans l'État d'Ogun. Selon les informations relayées par les médias locaux, le site d'implantation est prévu dans la zone d'Ogun Ouest. D'après Farouk Gumel, représentant de l'entreprise, les travaux devraient débuter dans les prochaines semaines, à la suite d'une cérémonie de lancement annoncée par les parties prenantes. Pour l'heure, les détails concernant la capacité de production ne sont pas encore connus. Quoiqu'il en soit, cet investissement s'il se concrétise laisse entrevoir un renforcement des capacités de production de l'industrie laitière, encore largement dépendante des importations.

Une dynamique d'investissements portée par le privé

Cette annonce intervient dans un contexte marqué par l'intensification des investissements dans la filière laitière nigérienne. Déjà en mars 2026, le fonds souverain du pays (NSIA) a signé un protocole d'accord avec le gestionnaire britannique Asset Green Ltd pour un projet es-

timé à près de 500 millions \$. Ce projet prévoit notamment la création d'un complexe agroindustriel intégré comprenant 20 000 hectares de cultures fourragères et une ferme moderne capable d'accueillir 10 000 vaches laitières. Le dit projet inclura également la construction d'une unité de transformation d'une capacité annuelle de 200 000 tonnes, destinée à produire du lait frais, du beurre, de la crème et du lait en poudre. Un peu plus tôt, en juin 2025, le groupe agroalimentaire qatari Baladna annonçait son intention d'implanter une laiterie dans l'État d'Ogun. Le coût de l'investissement et les détails concernant la capacité de production n'avaient pas été révélés.

Ces nouveaux projets s'alignent sur les ambitions du gouvernement dans l'industrie laitière. Il faut aussi noter qu'en juin 2025, Abuja s'est engagé à doubler sa production annuelle de lait pour atteindre 1,4 million de tonnes d'ici 2030, avec un renforcement de l'implication du secteur privé.

Dans le pays, la dynamique est déjà portée par plusieurs acteurs privés, tels que la coopérative danoise Arla Foods, le néerlandais FrieslandCampina, ou encore les champions locaux tels que Promasidor et

Integrated Dairies, qui exploitent des fermes et des unités de transformation laitière.

Si l'industrie laitière parvient à doubler sa production, cela rapprocherait davantage le Nigeria de l'autosuffisance dans cette denrée. Dans son dernier rapport sur le marché laitier au Nigeria, le département américain de l'Agriculture (USDA) indique que le pays le plus peuplé d'Afrique dépend à hauteur de 60 % des importations pour combler ses besoins de consommation de produits laitiers, évalués à près de 1,6 million de tonnes par an.

Pour soutenir cet objectif, plusieurs initiatives ont déjà été lancées par Abuja depuis l'année dernière, allant de la structuration d'une feuille de route nationale pour l'élevage à l'extension de programmes de développement de la filière bovine, ainsi que des partenariats internationaux axés sur la génétique animale et les technologies agricoles.

Les nouveaux projets portés par des capitaux privés, qu'ils soient en cours de réalisation ou en préparation, devront progressivement démontrer leur capacité à réduire durablement la dépendance du pays aux importations.

Synthèse R.I.

GAZ AU MOZAMBIQUE

Un contrat d'amarrage confirme l'avancement de Coral Norte

Après Coral Sul en 2022, le Mozambique prépare la mise en service du projet gazier Coral Norte en 2028. Les contrats s'enchaînent, confirmant que le deuxième navire gazier flottant du bassin de Rovuma respecte son calendrier. Les contrats s'enchaînent pour le projet gazier Coral Norte au Mozambique. La compagnie ja-

ponaise MODEC a annoncé dans un communiqué publié mercredi 24 juin qu'elle fournira le système d'amarrage à tourelle interne de l'unité flottante de production, dans le cadre d'une collaboration avec la co-entreprise Technip Energies-JGC, chargée de la construction de l'ensemble. Coral Norte FLNG est prévu pour être capa-

ble de liquéfier le gaz naturel directement en mer, c'est-à-dire de le refroidir jusqu'à l'état liquide pour le charger sur des méthaniers à destination des marchés internationaux. Le système d'amarrage à tourelle interne fourni par MODEC est le mécanisme qui permettra au navire de pivoter librement face au vent et aux vagues, tout en

restant solidement ancré au fond marin. Le projet est développé par l'italien Eni, en partenariat avec des compagnies chinoise, mozambicaine, émiratie et sud-coréenne. La décision de construire le navire (FLNG) a été prise en octobre 2025, et sa coque a été lancée en janvier dernier dans un chantier naval en Corée du Sud. Agence

NAMIBIE

Un nouveau partenaire rejoint Tower Resources sur sa licence offshore PEL96

Tower Resources cherche depuis plusieurs années à attirer des partenaires financiers pour développer ses licences offshore en Namibie et au Cameroun. Elle attendait notamment depuis des mois l'approbation des autorités namibiennes pour avancer dans cette stratégie. Tower Resources a franchi une étape décisive dans le développement de sa licence pétrolière offshore en Namibie. La compagnie britannique cotée à Londres a reçu jeudi 25 juin l'approbation formelle du ministère namibien des Industries, des Mines et de l'Énergie (MIME) pour céder 25 % de la PEL96 au groupe pakistanais Prime Global Energies Limited. Cette approbation lève la dernière condition suspensive du contrat d'amodiation, terme juridique désignant la cession partielle d'une licence

pétrolière à un partenaire en échange d'un financement des travaux d'exploration, annoncé en janvier 2025. Il aura donc fallu dix-sept mois pour obtenir le feu vert des autorités namibiennes. Tower Resources compte maintenant notifier officiellement Prime de la finalisation de l'accord. La compagnie prévoit en parallèle, de soumettre les documents de transfert au ministère et à ses partenaires. Selon ses prévisions, la transaction devrait être définitivement bouclée dans les prochaines semaines.

« Nous sommes très heureux d'avoir reçu cette lettre d'approbation. Nous tenons à remercier le personnel concerné au sein du MIME et de NAMCOR [la société publique du pétrole, Ndlr] pour leur examen diligent et leur engagement tout au long de ce processus », a déclaré Jeremy Asher,

PDG de Tower Resources, dans un communiqué.

Un partenaire pakistanais qui fait ses premiers pas en Afrique

Prime Global Energies n'est pas une inconnue dans le secteur pétrolier, mais c'est la première fois qu'elle opère en Afrique. Anciennement dénommée Prime Pakistan Limited, la compagnie est l'une des pionnières de l'exploration gazière au Pakistan, où elle est active depuis plus d'un siècle et opère plusieurs champs gaziers. Cette expérience accumulée a convaincu Tower Resources de lui confier une part dans ses actifs africains. En janvier 2025, les deux compagnies ont signé deux accords simultanés portant sur des intérêts dans le PEL96 en Namibie et dans la licence Thali (42,5 %) au Came-

roun. Une double entrée qui marque son premier déploiement hors du marché pakistanais. En échange de sa participation dans le PEL96, Prime contribuera au financement des travaux d'exploration, dont le budget 2025 estimé à 1,225 million de dollars, est partagé désormais entre les deux partenaires. Les deux compagnies travaillent déjà ensemble sur l'acquisition de nouvelles données sismiques sur ce périmètre. Aucune date de forage n'a encore été annoncée. Une question reste en suspens. L'acquisition d'une participation supplémentaire de 5 % par Tower Resources auprès de son partenaire local namibien ZM Fourteen Investment, annoncée en mars 2025, n'a pas encore reçu l'approbation des autorités. Les deux parties ne sont plus contractuellement liées, mais poursuivent leurs discussions. R.I.

TOGO

L'AFC mobilise 123 millions \$ pour moderniser l'agriculture

Au Togo, l'agriculture représente près de 40 % du PIB et emploie environ 60 % de la population active. Pourtant, elle reste marquée par de fortes limites, notamment en matière d'équipement agricole et d'infrastructures d'irrigation. Ce financement vise à inverser cette tendance.

L'Africa Finance Corporation (AFC), institution financière multilatérale panafricaine, a annoncé mardi 23 juin la mise en place d'un fonds de 108,3 millions d'euros (123 millions de dollars) pour le Togo. Ce montant est destiné à moderniser l'agriculture et à renforcer la sécurité alimentaire dans le pays. D'une durée de 10 ans, l'enveloppe permettra l'acquisition, l'assemblage et la distribution de machines et d'équipements agricoles essentiels, dont 2126 tracteurs-remorques, 1020 semoirs et moissonneuses-batteuses, 930 unités d'irrigation et 95 systèmes d'adduction d'eau.

Cette opération s'inscrit dans la stratégie nationale ProMAT (Programme de Modernisation de l'Agriculture Togolaise), dont l'objectif est « d'améliorer la productivité, de renforcer la sécurité alimentaire et d'accélérer la commercialisation de la production agricole ».

« La sécurité alimentaire est devenue une priorité de plus en plus urgente pour les pays africains, compte tenu de la volatilité croissante des chaînes d'approvisionnement mondiales et de l'intensification des risques liés au climat », a déclaré Samaila Zubairu, président-directeur général de l'AFC.

Au Togo, le secteur agricole constitue toujours un pilier majeur de l'économie nationale, mobilisant près de 60 % de la main-d'œuvre et générant environ 40 % du produit intérieur brut. Pourtant, il reste marqué par de fortes limites. 37 % des ménages agricoles utilisent des engrais, 8 % recourent à des semences améliorées, moins de 1 % ont accès à l'irrigation et à peine 20 % des produits agricoles parviennent jusqu'aux marchés.

De plus, selon le cabinet Integrated Industrial Platforms, le pays dispose de 3,6 millions d'hectares de terres arables, soit 60 % de sa superficie totale. Cependant, environ 1,4 million d'hectares sont actuellement exploités.

Agence

POINT-MARCHÉS

L'IA fait la courte échelle à Micron

La semaine se termine moins bien qu'elle n'a commencé, avec un retour de défiance envers les valeurs technologiques américaines et les méga capitalisations. A l'approche de la période estivale et de la saison des résultats pour le second trimestre, les places financières font ainsi preuve de nervosité, partagées entre des anticipations de resserrement monétaire et la forte chute des cours pétroliers qui constitue un élément positif.

TOPS / FLOPS DE LA SEMAINE

TOPS

Bayer AG +24,21 % : le géant allemand de la chimie et de la pharmacie sort la tête de l'eau après une décision favorable de la Cour suprême américaine, susceptible de contenir significativement le contentieux Roundup qui empoisonne le groupe depuis des années à travers des milliers de poursuites.

Segro plc +18,98 % : le spécialiste britannique des entrepôts logistiques s'envole après avoir éconduit l'américain Prologis, dont l'offre indicative à 13 milliards de livres a été jugée "très loin" de la valeur réelle du groupe par son conseil d'administration.

3i Group +14,99 % : le groupe britannique d'investissement respire après le feu vert de l'Union européenne pour deux de ses acquisitions dans l'énergie et le traitement de données, un dernier verrou réglementaire qui saute sur sa feuille de route stratégique.

EasyJet +15,67 % : la compagnie aérienne britannique à bas coûts décolle après avoir refusé une nouvelle offre de rachat d'un fonds américain à 6,50 GBP par action, le ton plus conciliant entre les deux parties laissant entrevoir une surenchère qui fait saliver les investisseurs. Le recul du Brent ajoute un soutien sectoriel.

FLOPS

Banca IFIS -38,82 % : la banque italienne spécialisée est sanctionnée par l'annonce du lancement d'un processus de cession de ses activités de créances douteuses. Cette opération soulève des interrogations sur la recomposition de son modèle d'affaires et pèse sur la confiance des investisseurs.

OHB -33,42 % : le constructeur de satellites allemand est pénalisé par une opération de financement dilutive, avec une levée de fonds de plus de 482 MEUR via une vente d'actions assortie d'une augmentation de capital avec droits préférentiels.

Rheinmetall -21,29 % : le secteur européen de la défense subit une vague de déagements, entraîné par le plongeon de Rheinmetall à Francfort. Les investisseurs s'inquiètent d'un possible abandon par Berlin du programme de frégates F126, estimé à 12,8 MdsEUR, qui ravive les doutes sur certains grands contrats publics allemands. Le mouvement pèse sur l'ensemble du compartiment, avec notamment Hensoldt et Leonardo.

Tops US

Corning Incorporated +13,41 % : le spécialiste américain des matériaux optiques profite du soutien du marché après la confirmation de son accord de plusieurs milliards de dollars avec Amazon. Ce contrat à long terme prévoit la fourniture de fibre optique pour les centres de données dédiés à l'intelligence artificielle aux États-Unis. Saluant cette dynamique de croissance structurelle, Truist a porté son objectif de cours à 205 dollars, tandis qu'UBS réitère son conseil d'achat pour viser 228 dollars.

Flops US

Cerebras Systems -22,63 % : le concepteur de puces géantes subit une lourde sanc-

tion. Si le chiffre d'affaires dépasse les attentes à 193,4 millions de dollars, la perte par action s'avère plus creusée que prévu. Surtout, les perspectives déçoivent : le groupe table sur une baisse de près de dix points de sa marge brute au deuxième trimestre (à 36-38%), réveillant les doutes sur sa rentabilité structurelle et sa dépendance à un client unique.

Strategy Inc -26,86 % : le groupe, dont la stratégie repose intégralement sur l'accumulation de bitcoins, plonge dans le silage de la cryptomonnaie, tombée proche des 58 000 dollars (son plus bas depuis septembre 2024). Ce recul de plus de 7% en trois séances, lié à un assèchement général de la liquidité, dévalue mécaniquement la valeur de ses actifs.

Matières premières

Energie : Le marché mise sur le retour des flux dans le Golfe. Les cours du pétrole ont nettement reculé cette semaine. Le Brent et le WTI se dirigent vers une baisse d'environ 8%, malgré un bref rebond après l'attaque d'un cargo près du détroit d'Ormuz. Le Brent s'échange autour de 72,60 USD le baril et le WTI près de 70 USD. Le marché regarde surtout la reprise progressive des exportations dans le Golfe. Saudi Aramco a relancé ses engagements à Ras Tanura, son grand terminal pétrolier situé sur la côte est de l'Arabie saoudite, après près de quatre mois d'interruption. Toutefois, les tensions géopolitiques n'ont pas disparu. Un navire lié à Evergreen Marine a été touché près d'Oman. Washington accuse l'Iran, tandis que Téhéran affirme ne pas garantir la sécurité des navires hors des routes désignées. Cet épisode rappelle que le cessez-le-feu reste fragile. LOPEP fait aussi face à des tensions internes. Après la sortie récente des Émirats arabes unis, l'Irak réclame un quota de production plus élevé et menace de réexaminer sa participation au groupe. Bagdad dispose d'une capacité proche de 4,7 millions de barils par jour. Si cette pression s'intensifie, elle pourrait renforcer les anticipations d'excédent d'offre à moyen/long terme.

Métaux : Les métaux ont subi un net mouvement de repli en début de semaine. La baisse des marchés actions, le raffermissement du dollar et le ton plus ferme de la Réserve fédérale ont poussé les investisseurs à réduire leur exposition aux actifs risqués. Le cuivre recule au LME, à 13270 USD la tonne. Le métal rouge souffre des anticipations de taux américains plus élevés, qui renforcent le dollar et pèsent sur les perspectives de demande industrielle. L'or a également connu une semaine agitée. Le métal doré est passé brièvement sous 4000 USD l'once, pénalisé par la hausse du dollar et par la perspective de taux élevés plus longtemps aux États-Unis. Les chiffres d'inflation, conformes aux attentes, ont ensuite permis d'enrayer la baisse des prix. Dans le même registre et sans mauvais jeu de mots, l'argent fait grise mine à 58 USD, en baisse de 25% en un mois.

Produits agricoles : Double coup dur pour le soja et le maïs, pénalisés par la baisse du pétrole et le raffermissement du billet vert. En effet, un pétrole moins cher réduit l'attrait des matières premières utilisées dans les biocarburants, notamment le

soja et le maïs, tandis qu'un dollar plus fort rend aussi les exportations américaines moins compétitives. En revanche, la météo fait office de soutien, ce qui permet aux prix de globalement se stabiliser à Chicago. Des températures supérieures aux normales pourraient perdurer aux États-Unis, ce qui pourrait peser encore davantage sur les rendements des cultures. Le blé recule à 591 cents le boisseau, le maïs et le soja se stabilisent à respectivement 442 et 1150 cents.

Macroéconomie

Macro : Un cycle chasse l'autre. Après la flambée des prix de l'énergie en réponse à la fermeture du détroit d'Ormuz, ce sont les semi-conducteurs qui sont parmi les principaux gagnants de l'année. Mais toute chose a une fin et tout comme les prix du pétrole se sont nettement dégonflés, les actions liées aux semi-conducteurs commencent à montrer des signes de faiblesse. Il est toutefois trop tôt pour anticiper un retournement de tendance mais la situation nécessite d'être suivie avec attention car elle impacte tout un écosystème qui va des pays (émergents, Corée, Taiwan) aux actions individuelles. Du côté des obligations, le maintien de l'inflation à des niveaux élevés n'est que peu compatible avec des baisses de taux et ce, malgré les gains de productivité attendus par l'intelligence artificielle. La prudence reste donc de mise, d'autant plus à l'approche de l'été traditionnellement marqué par une liquidité moindre et un risque de volatilité accru.

Crypto : En évoluant autour des 59 000 USD, le bitcoin (BTC) est à son plus bas niveau depuis septembre 2024. Il affiche une baisse de 31% depuis le début de l'année 2026 et de 53% par rapport à son pic de 126 000 USD atteint en octobre dernier. Pour l'instant, la cryptosphère

manque de catalyseurs positifs en matière d'adoption pour regagner l'intérêt des investisseurs, qui restent davantage concentrés sur les développements liés à l'intelligence artificielle. L'annonce de la suspension en Europe des activités de Binaca, faute d'avoir obtenu l'agrément MiCA européen lui permettant d'opérer sur le continent, a également jeté un froid sur l'un des marchés les plus actifs au monde en matière de cryptomonnaies. Plus globalement, la capitalisation totale du marché des cryptomonnaies a été divisée par deux depuis octobre 2025, passant de 4 000 MrdsUSD à 2 000 MrdsUSD. L'ether (ETH) enregistre l'une des chutes les plus spectaculaires : la deuxième cryptomonnaie la plus valorisée du marché a perdu 70% en un an, passant de 4 950 USD à 1 560 USD aujourd'hui. Une évolution qui témoigne du désengagement des investisseurs des crypto-actifs au profit de secteurs actuellement jugés plus porteurs. Les semi-conducteurs continuent à faire la pluie et le beau temps sur les marchés. Cette semaine, Micron a dévoilé des résultats exceptionnels, dopés par la pénurie de puces mémoire. Sur le dernier trimestre, l'entreprise affiche une marge brute de... 85% ! Et il faut bien que quelqu'un paie ses marges. Apple et Microsoft viennent d'annoncer une hausse de leurs prix pour compenser celle des mémoires. Les titres ont immédiatement été sanctionnés. Plus généralement, la hausse des coûts oblige les hyperscalers à sans cesse revoir à la hausse leurs dépenses d'investissement, ce que le marché n'achète plus du tout. Microsoft, Meta, Alphabet et Amazon affichent une baisse de l'ordre de 10 à 20% depuis le début du mois. Résultat, Wall Street cale depuis quelques semaines et l'Europe fait jeu égal à quelques jours de la fin du premier semestre. Source: Zonebourse

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 24 Juin 2026
Valeur : 29 Juin 2026

BASE	DEVISES	COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD US DOLLAR	133.3430	133.3580
1	EUR EURO	151.4110	151.4547
1	GBP POUND STERLING	175.9142	175.9805
100	JPY JAPANESE YEN	82.4530	82.4827
1	CNY CHINESE YUAN	19.5954	19.5999
1	CHF SWISS FRANC	164.2965	164.3554
1	CAD CANADIAN DOLLAR	93.7253	93.7556
1	DKK DANISH KRONE	20.2557	20.2610
1	SEK SWEDISH KRONA	13.6600	13.6641
1	NOK NORWEGIAN KRONE	13.5644	13.5909
1	AED UAE DIRHAM	36.3055	36.3116
1	SAR SAUDI RIYAL	35.5221	35.5280
1	KWD KUWAITI DINAR	432.9318	433.1211
1	TND TUNISIAN DINAR	44.7500	45.1997
1	MAD MOROCCAN DIRHAM	14.2479	14.2495
1	LYD LIBYAN DINAR	20.7664	20.8727
1	MRU MAURITANIAN OUGUIYA	3.3286	3.3390
1	SDR SPEC. DRA. RIGHTS	180.8866	180.8866

ÉTATS-UNIS

La croissance américaine révisée en nette hausse, l'inflation au plus haut depuis trois ans

La croissance américaine au premier trimestre a été révisée à 2,1 % en rythme annualisé contre 1,6 % précédemment estimé. En parallèle, les États-Unis ont connu en mai une inflation au plus haut depuis trois ans, à 4,1 % sur un an.

R I/Agence

La croissance américaine a été revue en nette hausse au premier trimestre. Elle a une nouvelle fois été révisée à 2,1 % en rythme annualisé contre 1,6 % précédemment estimé, selon des données officielles publiées ce jeudi. Les États-Unis mettent en avant le rythme annualisé, qui projette sur l'ensemble de l'année l'évolution observée pendant trois mois. Par rapport au dernier trimestre 2025, l'activité dans la première économie mondiale a ainsi progressé de 0,5 % sur les trois premiers mois de l'année. Mais en parallèle, les États-Unis ont connu en mai une inflation au plus haut depuis trois ans, à 4,1 % sur un an, selon

l'indice PCE, publié jeudi, privilégié par la Réserve fédérale américaine (Fed) pour jauger la pression des prix sur les Américains. Les prix ont connu un rebond soudain aux États-Unis après le déclenchement de la guerre au Moyen-Orient et la flambée du coût de l'essence.

L'inflation s'est dégradée graduellement

Ces dernières données sont conformes aux attentes des marchés financiers, et dans la même veine que l'indice des prix à la consommation (CPI) pour mai, dévoilé plus tôt ce mois-ci. Pour rappel, la Fed préfère se fonder sur l'indice PCE pour déterminer sa politique monétaire.

Elle vise une inflation limitée à 2 %, objectif manqué depuis plus de cinq ans. Cette cible semblait à portée de main début 2025. Mais la situation s'est dégradée graduellement ensuite, notamment du fait des droits de douane mis en place par le président Donald Trump. La guerre contre l'Iran a marqué une rupture encore plus significative. L'inflation restait limitée à 2,8 % avant les premiers bombardements israélo-américains, le 28 février. L'envolée des prix à la pompe n'est pas seule responsable du rebond de l'inflation. Hors prix volatils de l'alimentation et de l'énergie, elle s'accélère aussi, à 3,4 % en mai sur un an (contre 3,3 % en avril).

R I.

BREXIT

Dix ans après, quel bilan pour le Royaume-Uni ?

Présenté comme le moyen de restaurer la pleine souveraineté du Royaume-Uni, le Brexit a profondément transformé les institutions britanniques et leurs relations avec l'Union européenne. Dix ans après le référendum, quel bilan tirer de cette rupture historique et quelles perspectives se dessinent désormais pour Londres ?

D'un point de vue juridique, le Brexit a permis au Royaume-Uni de retrouver sa souveraineté en rapatriant les compétences transférées à l'Union européenne. Depuis cinq ans et la sortie effective, les institutions britanniques ont toute latitude, en principe, pour adopter les lois et les règlements qu'elles souhaitent, sans être contraintes par le droit de l'UE qui s'imposait par le jeu des principes de primauté et d'effet direct sur l'ordre juridique interne.

Cette souveraineté retrouvée demeure toutefois encadrée. Les traités du Brexit, notamment l'accord de retrait, maintiennent l'application du droit européen aux situations juridiques nées avant la sortie effective du Royaume-Uni. Certains contentieux continuent ainsi d'être tranchés à l'aune du droit de l'Union.

La situation de l'Irlande du Nord illustre également les limites de cette autonomie retrouvée. En vertu du protocole nord-irlandais, amendé par le cadre de Windsor en 2023, le territoire appartient à la fois à la zone de libre-échange du Royaume-Uni et à celle de l'Union européenne afin d'éviter le rétablissement d'une frontière physique avec la République d'Irlande. Le code des douanes de l'Union y demeure notamment applicable.

À cela s'ajoute le maintien dans l'ordre juridique britannique d'une partie du droit de l'UE après le Brexit qui avait été incorporé en droit interne durant l'adhésion. D'abord qualifié de « Retained EU Law » en 2018 et devenu « droit de l'Union européenne assimilé » (« assimilated EU law »), ce droit est un héritage juridique majeur de l'Union en droit britannique. La réforme de 2023 qui a accordé davantage de marge de manœuvre au gouvernement et aux juridictions pour s'en écarter, n'a conduit qu'à des divergences limitées, tandis que le gouvernement travailliste défend désormais une logique de « réaligement (normatif) dynamique » avec l'Union européenne.

Enfin, l'accord de commerce et de coopération impose le respect d'une concurrence équitable dans les domaines économique, social, fiscal et environnemental, limitant les possibilités de divergence réglementaire (« level playing field »). Au-delà du droit, la dépendance économique persistante du Royaume-Uni à l'égard de ses principaux partenaires commerciaux, au premier rang desquels figurent l'Union européenne, les États-Unis et la Chine, continue également de peser sur ses marges de manœuvre.

Les institutions britanniques à l'épreuve du Brexit

Le Brexit a provoqué une crise politique majeure. Si cette crise a été surmontée, elle continue de produire ses effets et met à l'épreuve la Constitution britannique. À travers quelques exemples précis, il est possible à la fois de soutenir que le Brexit (et les négocia-

tions des accords avec l'UE) a pu valoriser le rôle constitutionnel de contrôle de l'exécutif des institutions parlementaires (avec le soutien de la Cour suprême), tout en affaiblissant leurs fonctions normatives.

Le Parlement a largement contrarié les plans de Theresa May et Boris Johnson, qui ont négocié l'accord de retrait et celui de commerce et de coopération. La configuration politique l'a permis (pas de majorité claire en faveur de telle ou telle modalité de retrait), mais ce n'est pas la seule raison. La culture de contrôle demeure forte au Royaume-Uni : le gouvernement doit convaincre sa propre majorité qui n'est pas forcément acquiescente, et sa politique est examinée avec une grande rigueur par les commissions parlementaires. La Cour suprême a grandement participé, par ses arbitrages, à protéger la fonction de contrôle du Parlement. Les jurisprudences Miller I et Miller II, qui figurent aujourd'hui parmi les plus grands arrêts de la Cour, ont permis d'imposer à l'exécutif de ne pas contourner le Parlement lorsqu'il s'est agi de prendre des décisions majeures, comme la notification de l'intention de retrait ou de conclure les accords de Brexit. Dans ces deux affaires, les principes cardinaux de la Constitution britannique ont été rappelés, voire renforcés (souveraineté du Parlement, rule of law, équilibre des pouvoirs, et accountability). Ce rôle particulièrement affirmé de la Cour semble toutefois appartenir à une séquence bien précise. Depuis lors, on constate une attitude conciliante de la Cour suprême à l'égard de l'exécutif, voire une forme de déférence judiciaire.

Agence

TOURISME AU PORTUGAL

Lisbonne ne mise plus sur les prix mais sur la confiance

Depuis de nombreuses années, le Portugal s'efforce de s'imposer comme une destination compétitive pour ce secteur grâce à des coûts réduits. Une main-d'œuvre qualifiée, une situation géographique stratégique et l'intégration au marché européen constituaient des atouts importants, mais souvent insuffisants pour rivaliser avec d'autres régions où les coûts sont encore plus bas. Aujourd'hui, cette réalité est en train de changer, et le dernier « Nearshoring Index 2026 » de Savills confirme cette transformation.

Le fait que le Portugal occupe la 6e place mondiale et figure parmi les trois premiers pays européens sur 54 n'est pas seulement une bonne nouvelle pour le secteur industriel. C'est un signe supplémentaire que le pays commence à être reconnu pour des facteurs bien plus pertinents que le simple coût de production. Dans un monde marqué par l'incertitude géopolitique, les tensions commerciales et des chaînes d'approvisionnement plus vulnérables, les entreprises recherchent la stabilité, la prévisibilité et la réactivité. Et c'est précisément là que le Portugal commence à se démarquer. Ce résultat doit être considéré comme la conséquence d'une tendance que observée depuis plusieurs années. Les investissements internationaux qui arrivent au Portugal ne visent plus uniquement à réduire les coûts. Ils recherchent des talents qualifiés, une énergie compétitive, des infrastructures modernes, une connexion aux marchés européens et un environnement commercial capable de soutenir des projets à long terme.

Il est intéressant de noter que bon nombre de secteurs qui suscitent aujourd'hui le plus d'intérêt sont précisément ceux dont nous avons parlé : l'énergie, les centres de données, les télécommunications, l'industrie technologique, la logistique, l'intelligence artificielle et les nouvelles chaînes industrielles. Tout cela est directement lié au phénomène du « nearshoring » et à la nécessité pour les entreprises de rapprocher leur production des marchés sur lesquels elles opèrent.

Mais cette position de premier plan s'accompagne également de responsabilités. Figurer parmi les meilleures destinations au monde signifie que la concurrence va s'intensifier. Il ne suffit pas d'attirer les investissements. Il faut garantir la disponibilité de terrains industriels, des procédures d'autorisation plus rapides, des infrastructures énergétiques solides, la formation des talents et la capacité à s'adapter à la rapidité avec laquelle ces entreprises prennent leurs décisions. Ce qui est considéré comme le plus positif dans cette étude, c'est le changement de perception à l'égard du Portugal. Pendant des décennies, nous avons tenté de convaincre le monde que nous étions un bon endroit où investir. Aujourd'hui, ce sont les études internationales elles-mêmes qui classent le pays parmi les marchés les plus attractifs pour accueillir de nouvelles capacités industrielles.

R I.

GITHUB PIÉGÉ

Des agents de code IA exécutent un malware via un dépôt apparemment propre

D'après des chercheurs de Mozilla, un agent de codage IA peut exécuter un malware sans jamais le voir dans le code source. Pour leur démonstration, ils ont utilisé Claude Code et un dépôt GitHub dont tous les fichiers passent la revue de code sans alerte. La charge malveillante se déploie au moment de l'exécution, extraite d'un enregistrement DNS contrôlé par l'attaquant.

André Hall et Miller Engelbrecht sont chercheurs au sein de ODIN, la plateforme de sécurité IA de Mozilla. Ils viennent de publier le détail technique d'une attaque par injection de prompt indirecte qui s'en prend aux outils de codage agentiques. Leur démonstration est faite avec Claude Code, mais la vulnérabilité vaut pour tout agent IA doté de capacités d'exécution shell. La chaîne d'attaque contient trois composants, mais aucun séparément ne déclenche d'alerte. Le dépôt GitHub affiche des instructions d'installation classiques, avec deux commandes que des milliers de projets réels utilisent. Le paquet Python associé refuse toute exécution tant que la commande `init` n'a pas été lancée et retourne un message d'erreur banal. Ce type d'initialisation obligatoire est répandu dans les projets cloud. Le script `init` lit sa configuration depuis un enregistrement DNS TXT contrôlé par l'attaquant et l'exécute directement comme commande shell, c'est-à-dire une instruction transmise directement au système d'exploitation de la machine.

Pour Claude Code le piège n'est qu'une procédure de récupération

Claude Code lit les fichiers du dépôt, installe les dépendances, tente de lancer l'application et reçoit l'erreur prévue. Le message indique explicitement

`Run: python3 -m axiom init`. Pas d'alerte, l'agent interprète cette instruction comme une procédure de récupération standard et exécute la commande de manière autonome, sans demander confirmation. Le script d'initialisation, un fichier texte contenant une séquence d'instructions système, appelle alors `dig` pour résoudre l'enregistrement DNS TXT, récupère une valeur encodée en base64 et l'exécute via `bash -c`. Cette valeur, absente du dépôt, décode un reverse shell, une connexion qui donne à l'attaquant le contrôle du terminal de la victime depuis son propre serveur. Sur le terminal du développeur, là encore, rien ne signale l'intrusion. Deux lignes anodines apparaissent, `Initialising Axiom platform...` puis `Environment ready`, et la session reprend normalement. L'encodage en base64 du payload rend la détection impossible par les outils classiques. Les scanners statiques voient une résolution DNS ordinaire. La surveillance réseau enregistre une requête de nom. L'agent nevalue jamais le contenu de l'enregistrement avant de l'exécuter.

L'attaquant récupère les clés API et installe un accès persistant

Une fois le shell ouvert, l'attaquant dispose de l'ensemble des secrets présents dans l'environnement du développeur, notamment les clés API (ANTHRO-



PIC_API_KEY, AWS_SECRET_ACCESS_KEY, GITHUB_TOKEN), les variables d'environnement et les fichiers de configuration locaux. Hall et Engelbrecht précisent que la persistance s'installe en sortie de session par ajout d'une clé SSH, d'une tâche cron ou d'une backdoor, avant même que le shell ne se ferme.

Le payload reste modifiable à tout moment par simple édition de l'enregistrement visible dans le dépôt. Un lien vers le projet, glissé dans une offre d'emploi fictive, un tutoriel ou un message di-

rect, met en danger tout développeur qui l'ouvre avec un agent IA doté d'accès shell.

Les chercheurs recommandent que les agents IA exposent la chaîne complète d'exécution d'une commande de configuration, scripts appelés et données récupérées dynamiquement à l'exécution comprise, plutôt que la seule commande de surface. Ils conseillent par ailleurs aux développeurs de traiter les instructions d'installation de tout dépôt inconnu comme du code non fiable, indépendamment des recommandations de leur outil de codage IA.

STARTUPS IA ASIATIQUES

Des modèles façon Claude émergent pendant le blocage d'Anthropic

Deux semaines après la suspension mondiale de Fable 5 et Mythos 5, les deux modèles les plus avancés d'Anthropic, deux entreprises asiatiques ont lancé des alternatives. Au Japon, Sakana AI a publié Fugu Ultra, un système multi-agents orienté orchestration. En Chine, la firme de cybersécurité 360 a dévoilé deux outils de détection de vulnérabilités et de réponse aux incidents.

Que faisiez-vous le 12 juin dernier ? Outre-Atlantique, le Bureau of Industry and Security, rattaché au département américain du Commerce, adressait à Anthropic une directive de contrôle à l'exportation suspendant l'accès à Fable 5, son modèle grand public, et à Mythos 5, sa version expérimentale à accès restreint, pour tout ressortissant étranger, où qu'il se trouve dans le monde. Anthropic a reçu la lettre à 17h21, heure de New York, sans plus d'explication des motifs de sécurité nationale invoqués. Le lab californien a obtempéré à la directive non sans l'avoir contestée. Elle estimait que la découverte d'un jailbreak partiel et non universel ne justifiait pas le rappel d'un modèle déployé auprès de centaines de millions d'utilisateurs. Et visiblement, la concurrence a profité de cette mise sur la touche d'Anthropic pour sortir du bois. Dans les jours qui ont suivi, deux entreprises ont lancé des produits de substitution.

**Sakana AI a publié un modèle d'orchestration pour réduire la dépendance aux fournisseurs américains**

Le 22 juin, Sakana AI a lancé Fugu, en deux versions : Fugu, pour les usages courants, et Fugu Ultra, pour les tâches complexes. La startup tokyoïte a été fondée en 2023 par Ren Ito et Llion Jones, deux anciens chercheurs de Google, auxquels s'est joint David Ha, également ex-Google. Le nom renvoie au fugu, le poisson-globe japonais. Sur les prin-

cipaux benchmarks d'ingénierie, de raisonnement et de science, Fugu Ultra a affiché des performances comparables à Fable 5 et Mythos Preview, selon les données publiées par Sakana AI. L'utilisateur envoie une requête à un seul endpoint, et le modèle décide lui-même s'il traite la demande directement ou mobilise plusieurs agents spécialisés en parallèle. Fugu est un modèle de langage entraîné à coordonner d'autres modèles, sans pipeline figé. Trinity et Conductor, deux études de recherche présentées à l'ICLR au prin-

temps, ont servi de base à ce système. Sur son site, Sakana AI a affiché « des capacités de pointe sans risque de contrôles à l'exportation ». David Ha a écrit sur X qu'un accès aux meilleurs modèles peut disparaître du jour au lendemain, et que la dépendance à un seul fournisseur pour l'infrastructure nationale est un risque que les récents contrôles à l'exportation ont rendu impossible à ignorer. Selon le porte-parole de Sakana AI, le lancement était « entièrement coïncidental » avec la

suspension d'Anthropic, puisque les travaux sur Fugu avaient démarré l'année précédente.

La firme chinoise 360 a lancé deux outils IA contre les failles logicielles et les cyberattaques

360, entreprise pékinoise spécialisée en cybersécurité, a présenté deux outils. Le premier, Tulongfeng, est dédié à la découverte automatique de vulnérabilités logicielles. Le second, Yitianzhen, couvre la défense et la réponse aux incidents. Zhou Hongyi, fondateur de 360, a déclaré lors de la présentation que ces capacités constituent un actif stratégique national, et a mis en garde contre ce qu'il nomme la « transparence à sens unique », dans laquelle certains accèdent à des outils avancés de détection de failles pendant que d'autres en sont exclus. 360 n'a publié aucun benchmark comparable à ceux de Sakana AI, et n'a pas répondu aux demandes de commentaires de TechCrunch. Anthropic avait publié en mai un chiffre d'affaires annualisé de plus de 42 milliards d'euros. Personne ne connaît la part qu'y représentent les clients entreprises asiatiques. Au sommet du G7 à Évian la semaine précédente, Ren Ito avait émis le souhait que les États-Unis réservent l'accès aux modèles de pointe pour leurs alliés les plus proches.

Quand Toyota prévient ses clients qu'il va leur vendre des voitures à problème

Donald Trump s'est longtemps agacé que les Japonais ne puissent pas acheter de voiture américaine. Dont acte, Toyota propose désormais des modèles 100 % US aux Japonais qui n'en ont pourtant pas forcément besoin. Des autos comme le gros pick-up Tundra qui viendront toutefois avec un avertissement : clients japonais, ne vous attendez pas à avoir le même standard de fabrication qu'une voiture faite au Japon. Toyota, comme Nissan d'ailleurs, vont même jusqu'à détailler les problèmes de finition qu'ils pourraient rencontrer sur ces véhicules.

Donald Trump entretient une relation pour le moins ambiguë avec le Japon. Tantôt fasciné par certains de ses produits — comme les fameuses kei cars —, tantôt agacé par le protectionnisme exacerbé d'un pays qui priorise sa rigueur et son ingénierie sur ce que peut produire le reste du monde. Dans le cadre de sa politique internationale particulièrement offensive, Donald Trump n'a pas manqué de s'en prendre au Japon, qu'il accuse de n'acheter « pas assez de voitures américaines ». Comprenez par là que le président américain avait menacé l'Archipel de taxes douanières bien plus élevées sur ses exportations vers les États-Unis si aucun accord n'était trouvé sur la branche automobile. Donald Trump visait notamment les soi-disant réglementations japonaises en matière de sécurité qui, empêchaient toute voiture américaine de se vendre sur place. Pour lui prouver qu'il avait tort, Toyota ou encore Nissan proposent désormais des modèles « 100 % US » aux Japonais. Mais il n'est pas dit que le Japon, où la voiture type est une kei car minuscule dotée d'un tout petit moteur, se prenne d'amour pour des monstres d'acier de près de 6 mètres de long. Surtout s'ils arrivent bourrés de défauts.

Les Toyota et Nissan américaines au Japon

En avril dernier, Toyota a confirmé qu'il allait vendre pour la première fois au Ja-



pon des modèles fabriqués aux États-Unis. En l'occurrence, le pick-up Tundra et le grand SUV Highlander. Mais les documents japonais qui accompagnent la commercialisation de ces deux gros transporteurs ont de quoi étonner. Toyota y expose très clairement, photos à l'appui, des défauts éventuels que pourront rencontrer les clients japonais. En clair : qu'ils ne s'étonnent pas si les voitures produites par les Américains, pour les Américains, sont en deçà des standards japonais !

Toyota parle notamment de problèmes de peinture (trop fine, finition granuleuse, variations de teintes) sur ses deux modèles, tandis que Nissan évoque carrément de possibles mauvais alignements des panneaux de carrosserie. Rien de bien extraordinaire en soi, mais ces documents donnent l'impression que Toyota et Nissan veulent se dédouaner des soucis esthétiques en justifiant cela par une production américaine, et non japonaise.

Des clients américains vexés ?

Surtout, ce genre de déclaration peut également déplaire de l'autre côté de l'Atlantique. Les clients américains peuvent en effet avoir l'impression qu'on leur attribue des exigences de qualité perçue inférieures. "En ce qui concerne la qualité de ce véhicule, il est conçu pour les marchés étrangers et diffère des normes de qualité du marché japonais", explique notamment Nissan pour son Murano.

Cette qualité perçue fait pourtant, normalement, l'objet d'un contrôle scrupuleux en sortie d'usine. Mais si ces contrôles sont effectivement réalisés, rien n'oblige ensuite les managers et la direction locale à bloquer la livraison des voitures. Ils mettent parfois sur le fait que les clients ne verront pas forcément les défauts. Et pour ceux qui les remarqueront, une prise en charge au cas par cas sera toujours moins coûteuse que de reprendre toutes les voitures en sortie de chaîne présentant des problèmes esthétiques...

Les Américains pourront toutefois rétorquer à Nissan et Toyota que ce sont bien les constructeurs japonais qui opèrent les usines dans lesquelles sont fabriquées ces voitures. À leur charge, donc, d'y assurer une qualité perçue adéquate. À moins, bien sûr, qu'ils n'aient pas un personnel aussi qualifié (ou impliqué) qu'au Japon... ou tout simplement qu'ils estiment que ce niveau de finition "suffit" pour le public américain.

Et si Shell avait trouvé un moyen de recharger sa voiture électrique très vite avec très peu de puissance ?

Longtemps associé aux stations-service et aux carburants fossiles, Shell continue pourtant de s'intéresser de près à la voiture électrique. Le groupe britannique vient de présenter son démonstrateur roulant Triple 10 Challenge, un véhicule conçu pour remettre en question plusieurs idées reçues sur l'électromobilité. Son principal argument ? Une recharge en moins de dix minutes obtenue sans recourir aux bornes ultra-puissantes qui alimentent actuellement la course technologique des constructeurs chinois.

Depuis plusieurs années, la voiture électrique semble engagée dans une fuite en avant : batteries toujours plus grosses, puissances de recharge toujours plus élevées et véhicules toujours plus lourds. Tout ce que Shell veut éviter avec son projet Triple 10 Challenge. Le géant pétrolier britannique défend une approche radicalement différente : il estime qu'il serait possible d'obtenir de meilleures performances avec moins de batterie, moins de poids et des infrastructures de recharge plus modestes.

Pour le démontrer, il a développé un véhicule expérimental reposant sur trois objectifs : une recharge de 10 à 80 % en moins de dix minutes, une consommation de 10 kWh/100 km et une empreinte carbone limitée à 10 tonnes de CO2 sur l'ensemble du cycle de vie du véhicule. Pour atteindre ces résultats, le



constructeur a développé un petit SUV électrique d'environ 1 000 kg équipé d'une batterie d'à peine 32 à 35 kWh. Une approche qui tranche avec celle d'une grande partie du marché actuel, où les batteries dépassent fréquemment 70 ou 80 kWh et où le poids franchit souvent les deux tonnes. Déjà annoncé il y a quelques mois, le Triple 10 Challenge existe désormais sous la forme d'un véhicule roulant homologable sur route. L'occasion pour Shell de démontrer que son idée ne relève pas uniquement de la théorie.

Une recharge presque aussi rapide qu'un BYD, mais sans borne géante

Le chiffre qui retient immédiatement l'attention est celui de la recharge. Shell annonce avoir récupéré 70 %

de batterie en 9 minutes et 54 secondes. Une performance qui rappelle les annonces spectaculaires de BYD, Huawei ou Zeekr ces derniers mois.

La différence, c'est que Shell n'a pas utilisé une borne délivrant plusieurs centaines de kilowatts, voire plus d'un mégawatt. Le démonstrateur a atteint ce résultat sur une borne de 175 kW, une puissance déjà largement disponible sur de nombreux réseaux de recharge rapides. Le secret de cette performance se trouve dans la gestion de la chaleur. Lors d'une recharge rapide, les cellules de batterie chauffent fortement. Plus elles chauffent, plus la puissance doit être réduite afin de préserver leur durée de vie. Shell utilise ici un système de refroidissement par immersion : les cellules sont directement entourées d'un fluide non

conducteur chargé d'évacuer la chaleur. Selon le groupe, cette solution permet de maintenir une puissance élevée plus longtemps et d'exploiter davantage le potentiel de la batterie sans recourir à des infrastructures toujours plus puissantes. C'est grâce à ça que Shell affirme pouvoir ajouter près de 24 kilomètres d'autonomie par minute de recharge, contre environ 13 kilomètres pour un véhicule électrique classique utilisant la même borne.

Et si l'industrie poursuivait le mauvais objectif ?

Au-delà de la démonstration technique, le véritable message de Shell est peut-être aussi de démontrer que depuis plusieurs années, l'industrie automobile semble engagée dans une course permanente aux plus gros chiffres. Et que ce n'est pas la bonne direction. Le Triple 10 Challenge défend exactement l'approche inverse.

Plutôt que d'ajouter davantage de cellules et de puissance, Shell cherche à réduire le poids, améliorer l'efficacité et limiter les besoins énergétiques. Le groupe annonce ainsi une consommation de seulement 10 kWh/100 km, soit plus de 30 % de mieux que de nombreux véhicules électriques actuels. Un détail illustre bien cette philosophie. Shell communique abondamment sur la consommation et la vitesse de re-

charge du véhicule, mais beaucoup moins sur son autonomie. Avec une batterie d'environ 32 à 35 kWh et donc une consommation annoncée de 10 kWh/100 km, le démonstrateur viserait pourtant théoriquement un peu plus de 300 km d'autonomie. Un chiffre qui effraierait plus d'un acheteur. Mais on comprend là que le but est de démontrer qu'une batterie plus petite peut rester pertinente si elle se recharge suffisamment vite. Cette stratégie présente d'autres avantages. Une batterie plus petite coûte moins cher à produire, nécessite moins de matières premières et réduit les émissions liées à la fabrication du véhicule. Shell estime ainsi que l'empreinte carbone totale de son démonstrateur pourrait être environ deux fois inférieure à celle de nombreux modèles électriques actuellement commercialisés en Europe.

La mauvaise nouvelle, c'est que le Triple 10 Challenge n'a pas vocation à rejoindre les concessions. Shell reconnaît lui-même qu'il s'agit avant tout d'une vitrine technologique destinée à promouvoir ses fluides de refroidissement. Mais derrière cet exercice de communication se cache une question que l'industrie doit se poser dès maintenant : l'avenir de la voiture électrique passera-t-il par des batteries toujours plus grosses, ou par des voitures plus légères et plus sobres capables de faire davantage avec moins ?

Mots fléchés

Loyale- ment	↓	Épluche	↓	Frois- serons	↓	Choisis	↓	Fils de No	↓	Maison du peuple	↓	Anneaux	↓
Fin du monde	↓	Fils d'Agamemnon	↓	Prénom féminin	↓		↓	Suite de feuil- letons	↓	Traverse Berne	↓	de cordage	↓
	↓		↓		↓		↓		↓	Accablantes	↓	Conductrice de solipèdes	↓
Perturbati on atmosphé- rique	→					Spectateurs	→						
Trôner	↓					Ce genre regroupe les insectes lépidoptères	↓						
	↓						↓			S'adresse à Dieu	→		
Elle transmet la maladie du sommeil Chanson populaire	→						↓						
	↓			Teinture du rouge au cuvré	→					Train francilien	→		Membranes de l'oeil
Adora	→			Trinitrines	↓					Gros maillets	↓		
Cérium	↓					Couper le chef	↓	Devant l'avocat	→			Commune normande	→
	↓						↓	Marche	↓			Gnôle	↓
	↓	Surface agricole	↓	Prénom anglais	↓	Elargi	→						Colle
Il est calme en Corée	→		↓			Action de comprimer	→						
Esplanade	↓					Suc de raisin cuit	↓						
	↓						↓	Arbre à rameaux flexibles Île indoné- sienne	→				
Gaz rare	→					Prévi- sible	→						
Astate	↓					Empêtrées	↓						Coûteux
	↓						↓						
	↓	Pascal	↓	Escrimeur	→								Station de sports d'hiver (2000)
Dorénavant Mohamed Ali	→	Pieu	↓							Loi contre le tabagisme et l'alcoolisme	→		
	↓	Lépro- série	↓										
	↓			Établis- sement technique	↓	Mer au large de la Bretagne	↓	Sacrifi- catoires	↓				
	↓						↓						
Nouveau disque	→	Maison religieuse	→									Futur officier	→
	↓											Rôtissoire	↓
	↓	Purifiée	→										Article
	↓	Publie	↓							Museau des suidés	↓		Démodées
Radio locale de l'île de la Réunion	→					Eructation	→						
Demi	↓						↓			Fine fleur de froment	→		
	↓						↓						
	↓					D'un gris foncé	→			Thymus de l'agneau Petite sainte	→		Dénudés
Abjurés	→						↓						
Tanière	↓						↓	Couteau	→				
	↓						↓	Seaborgium	↓				Sélénium
	↓						↓						
	↓					L'Estonie	→					Roulés	→
	↓						↓						
Crochets de boucher	→						↓	Taure	→				

Versement de l'allocation spéciale de scolarité à partir de mardi prochain

Le ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme a annoncé, dimanche dans un communiqué, le début du versement de l'allocation spéciale de scolarité, d'un montant de 5.000 DA, sur les comptes courants postaux (CPP) des bénéficiaires, à partir du mardi 30 juin 2026, dans le cadre des préparatifs de la prochaine rentrée scolaire et sociale.



COMMERCE INTÉRIEUR

La ministre Amel Abdellatif reçoit une délégation du FMI

La ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Mme Amel Abdellatif, a reçu dimanche à Alger, une délégation du Fonds monétaire international (FMI), conduite par le chef de mission du Fonds en Algérie, M. Charalambos Tsangarides, et ce dans le cadre des concertations périodiques menées par le Fonds avec l'Algérie, en vertu de l'article 4 de ses statuts, indique un communiqué du ministère. La rencontre a été l'occasion de passer en revue les réformes économiques engagées par le secteur du Commerce intérieur en matière d'organisation des marchés, du renforcement de la transparence et de l'amélioration du climat des affaires, à travers la simplification de la création et de l'exercice de l'activité commerciale et le développement des services destinés aux opérateurs économiques, précise le communiqué. La ministre a évoqué les procédures et les dispositions relatives à la régulation du marché national et au renforcement des mécanismes de suivi des marchés et des stocks stratégiques, outre les efforts de développement du système de contrôle économique, ainsi que la lutte contre la spéculation et les pratiques commerciales illicites, conclut le communiqué.

PORT D'ANNABA /EXPORTATIONS

Chargement de plus de 38000 tonnes de ciment "en un temps record"

Le port d'Annaba a enregistré, samedi soir, le chargement de plus de 38000 tonnes de ciment "en un temps record" à destination des marchés des Etats-Unis d'Amérique et d'Espagne, a indiqué hier un communiqué de la direction générale de cette entreprise portuaire. Ces opérations d'exportation "qualitatives" (hors hydrocarbures) ont porté sur 30 500 tonnes de ciment blanc au poste à quai n 7, destinées aux Etats-Unis (ports de Philadelphie et de West Palm Beach), ainsi que sur 7 800 tonnes de la même matière à bord d'un second navire au poste à quai n 6, à destination du port d'Almera, en Espagne, pour le compte de l'opérateur économique "Biskria Ciment", ajoute la même source. Dans ce cadre, l'Entreprise portuaire d'Annaba (EPAN) a mobilisé ses moyens matériels, humains et logistiques, s'appuyant sur "une organisation rigoureuse et une coordination précise" entre les différents acteurs au sein du port. L'adoption d'un système de travail continu 24h/24 et 7j/7 a permis "une grande fluidité des opérations de chargement et un rendement reflétant la compétence et le professionnalisme des équipes sur le terrain", selon le communiqué. La même source a souligné que le traitement et le chargement simultanés de deux cargaisons commerciales s'inscrivent dans le cadre de la dynamique continue que connaît le port, en application des instructions du ministère de tutelle et des orientations du Groupe Services Portuaires "Serport". Celles-ci visent à promouvoir la performance portuaire, à accroître la compétitivité et à offrir un accompagnement de qualité aux opérateurs économiques, notamment ceux qui activent dans le domaine des exportations hors hydrocarbures. A travers ses projets en cours et futurs, le port d'Annaba compte sur sa transformation en une "plateforme stratégique régionale et nationale pour soutenir les exportations hors hydrocarbures et faciliter l'accès des produits algériens aux marchés internationaux", indique le communiqué.

R. E.

LA BDL DRESSE LE BILAN DE L'EXERCICE 2025

Les résultats financiers en nette progression

La Banque de Développement Local (BDL) a enregistré des résultats financiers et commerciaux en nette progression en 2025, dans le sillage de son introduction à la Bourse d'Alger, avec un résultat net de 27,3 milliards DA, (+19 %), selon son bilan financier annuel, présenté hier à Alger. Ces résultats ont été présentés par le directeur général de la BDL Mohamed Mebarek, lors de l'Assemblée générale ordinaire (AGO) des actionnaires, tenue en présence de responsables du ministère des Finances, du secteur financier et bancaire ainsi que des représentants notamment des nouveaux actionnaires.

Ainsi, l'exercice 2025 s'est soldé par un total bilan de 2.182 milliards de DA, en progression de 19% par rapport à l'année précédente, un volume global d'engagements de 2.277 milliards de DA, dont 1.382 milliards de DA de crédits directs bruts (+15 %).

La BDL a fait état aussi d'une progres-

sion soutenue des ressources collectées, qui se sont établies à 1.761 milliards de DA, soit une hausse de 21 %.

En matière de financement de l'économie, les crédits d'investissement ont atteint 916 milliards de DA, tandis que les crédits d'exploitation se sont élevés à 368 milliards de DA. Les crédits accordés aux entreprises ont progressé à 1.284 milliards de DA, a-t-on également précisé.

Sur le plan de l'inclusion financière, la BDL a ouvert 79.918 nouveaux comptes durant l'année 2025, générant 34,2 milliards de DA de nouveaux dépôts. Le segment de la finance islamique poursuit également sa croissance avec des fonds atteignant 10,46 milliards de DA, relève le bilan annuel.

Intervenant à cette occasion, le directeur général du Trésor et de la Comptabilité auprès du ministère des Finances, Hadj Mohamed Sebaa, qui a présidé les travaux, a souligné que la BDL avait franchi en 2025, "une étape importante

et historique" grâce notamment à l'ouverture de son capital et à son introduction en Bourse.

Selon lui, cette évolution se reflète dans l'ensemble des indicateurs de performance présentés au titre de l'exercice 2025. Il a notamment mis en avant la progression de 16% des ressources de la banque en dinar, essentiellement alimentée par les dépôts de la clientèle. Il a rappelé que la BDL demeure historiquement un partenaire privilégié des petites et moyennes entreprises (PME), tout en poursuivant son accompagnement des grands projets structurants, notamment dans le secteur de l'habitat. Grâce à cette dynamique, les actifs de la banque ont dépassé le seuil historique des 2.000 milliards de DA, une évolution positive à souligner, a encore mentionné M. Sebaa, saluant les avancées réalisées dans le développement des moyens de paiement et des services numériques.

Synthèse R. E.

LUTTE CONTRE LES INCENDIES DE FORÊT

Lancement d'une manœuvre d'envergure à Chréa

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, a supervisé, dimanche, un vaste exercice de terrain de lutte contre les incendies de forêt dans les hauteurs du Parc national de Chréa, dans la wilaya de Blida. Dans son allocution à cette occasion, le ministre, accompagné du directeur général de la Protection civile (DGPC), le colonel Boualem Boughlaf, du directeur général de la Sûreté nationale (DGSN), Ali Badaoui, ainsi que des autorités locales et des représentants des différents secteurs concernés, a indiqué que le travail participatif entre les institutions de l'Etat "a démontré son efficacité et sa pertinence sur le terrain, contribuant à réduire l'ampleur des pertes forestières à travers le pays durant ces trois dernières années grâce à la mobilisation de l'ensemble des intervenants".

Il a ajouté que "malgré les conditions climatiques généralement propices au déclenchement des incendies de forêt, les superficies touchées sont demeurées limitées grâce à la maîtrise rapide de la plupart des sinistres dans des délais records". Il a aussi salué "les résultats remarquables obtenus par la Protection civile aux niveaux national et international, ainsi que le rôle notable joué par l'Armée nationale populaire (ANP) à travers le déploiement de ses unités dans les principaux massifs fores-

tiers, en plus des patrouilles et de la présence sur le terrain de la Gendarmerie nationale et de la Sûreté nationale, chacune dans le cadre de ses prérogatives".

Le ministre a également loué "le travail accompli par les différents services de sécurité pour renforcer les actions de prévention et d'intervention rapide contre les incendies de forêt, venant appuyer les efforts de la Direction générale des forêts (DGF) et de la Protection civile, qui méritent reconnaissance pour leurs efforts continus et leur coopération fructueuse avec les différents corps et intervenants".

A cette occasion, M. Sayoud a adressé les remerciements du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, aux éléments de la Protection civile, indiquant que "lors du dernier Conseil des ministres, le président de la République m'a chargé de transmettre ses remerciements à l'ensemble des personnels de ce corps, en reconnaissance des efforts considérables qu'ils déploient".

Il a également réaffirmé la volonté de l'Etat de "poursuivre le renforcement de toutes les institutions en moyens matériels et humains", rappelant "l'approbation par le président de la République du recrutement de 3.000 nouveaux agents de la Protection civile, durant cette année, ainsi que le renforcement des effectifs de

la Sûreté nationale par de nouveaux agents".

A noter que le scénario de cet exercice de terrain, organisé dans le cadre de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre les incendies de forêt et visant à renforcer le niveau de préparation des différents services et moyens mobilisés à cet effet, a consisté en la simulation d'un incendie de forêt de grande ampleur nécessitant la mobilisation immédiate des moyens terrestres, notamment des camions d'intervention et d'extinction, des camions-citernes, des colonnes mobiles et des détachements régionaux spécialisés dans la lutte contre les incendies de forêt, ainsi que des moyens aériens. Au total, 220 éléments de différents grades ont été mobilisés pour cet exercice, ainsi que 42 camions d'extinction de différentes capacités, deux (2) hélicoptères du Groupe aérien de la Protection civile, huit (8) avions bombardiers d'eau et deux (2) avions gros porteurs de l'Armée nationale populaire (ANP). Cet exercice vise à tester le niveau de préparation et la capacité de réaction rapide, à évaluer le degré de coordination entre les différents intervenants et acteurs de la gestion des risques majeurs, ainsi qu'à renforcer la coordination et la complémentarité entre les moyens terrestres et aériens.

R. E.